



Nations Unies

**Rapport du Comité spécial
chargé d'étudier la situation
en ce qui concerne l'application
de la Déclaration sur l'octroi
de l'indépendance aux pays
et aux peuples coloniaux**

Assemblée générale
Documents officiels · Quarante-septième session
Supplément No 23 (A/47/23)

Rapport du Comité spécial
chargé d'étudier la situation
en ce qui concerne l'application
de la Déclaration sur l'octroi
de l'indépendance aux pays
et aux peuples coloniaux

Assemblée générale
Documents officiels · Quarante-septième session
Supplément No 23 (A/47/23)



Nations Unies · New York, 1995

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

La présente version du rapport regroupe les documents ci-après, tels qu'ils sont parus sous forme provisoire : A/47/23 (Partie I) du 13 octobre 1992; A/47/23 (Partie II) du 9 septembre 1992; A/47/23 (Partie III) du 9 septembre 1992; A/47/23 (Partie IV) du 9 septembre 1992; A/47/23 (Partie V) du 9 septembre 1992; A/47/23 (Partie VI) du 9 septembre 1992; et A/47/23 (Partie VII) du 9 septembre 1992.

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitres</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
LETTRE D'ENVOI		1
I. CRÉATION, ORGANISATION ET ACTIVITÉS DU COMITÉ SPÉCIAL	1 - 127	2
A. Création du Comité spécial	1 - 16	2
B. Ouverture de la session de 1992 du Comité spécial et élection du Bureau	17 - 18	7
C. Organisation des travaux	19 - 23	8
D. Réunions du Comité spécial et de ses organes subsidiaires	24 - 45	9
E. Question de la liste des territoires auxquels la Déclaration est applicable	46 - 52	14
F. Examen d'autres questions	53 - 83	15
1. Questions concernant les petits territoires	53 - 55	15
2. Application par les États Membres de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la question de la décolonisation	56 - 57	16
3. Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège	58 - 59	16
4. Plan des conférences	60 - 63	16
5. Contrôle et limitation de la documentation .	64 - 65	18
6. Coopération et participation des puissances administrantes aux travaux du Comité spécial	66 - 70	18
7. Participation de représentants des territoires aux travaux du Comité spécial .	71 - 73	19
8. Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux, y compris ceux d'Afrique du Sud, en lutte pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme	74	20

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
9. Représentation aux séminaires, réunions et conférences organisés par des organisations intergouvernementales et autres organisations	75 - 76	20
10. Décennie internationale de l'élimination du colonialisme	77 - 79	20
11. Rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale	80 - 81	21
12. Questions diverses	82 - 83	21
G. Relations avec les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales	84 - 101	22
1. Conseil de sécurité	84 - 85	22
2. Conseil de tutelle	86	22
3. Conseil économique et social	87	22
4. Commission des droits de l'homme	88 - 89	22
5. Comité spécial contre l'apartheid	90 - 91	23
6. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	92	23
7. Institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	93 - 94	23
8. Mouvement des pays non alignés	95 - 96	23
9. Organisation de l'unité africaine	97 - 98	24
10. Organisation des États américains	99	24
11. Forum du Pacifique Sud	100	24
12. Organisations non gouvernementales	101	24
H. Décisions concernant des conventions, études et programmes internationaux	102 - 106	24
1. État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale	102 - 103	25

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
2. État de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid	104	25
3. Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale	105 - 106	25
I. Récapitulation des travaux	107 - 113	25
J. Travaux futurs	114 - 125	26
K. Conclusion de la session de 1992	126 - 127	29
<u>Annexe</u> . LISTE DES DOCUMENTS OFFICIELS PUBLIÉS PAR LE COMITÉ SPÉCIAL EN 1992		31
II. DÉCENNIE INTERNATIONALE DE L'ÉLIMINATION DU COLONIALISME	1 - 11	39
III. DIFFUSION D'INFORMATIONS SUR LA DÉCOLONISATION . . .	1 - 9	41
A. Examen par le Comité spécial	1 - 7	41
B. Décision du Comité spécial	8	41
C. Autres décisions du Comité spécial	9	44
IV. QUESTION DE L'ENVOI DE MISSIONS DE VISITE DANS LES TERRITOIRES	1 - 17	45
A. Examen par le Comité spécial	1 - 16	45
B. Décision du Comité spécial	17	47
V. ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT À ÉLIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE	1 - 15	49
A. Examen par le Comité spécial	1 - 13	49
B. Décision du Comité spécial	14	50
C. Recommandation du Comité spécial	15	50

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
VI. ACTIVITÉS MILITAIRES DES PUISSANCES COLONIALES ET DISPOSITIONS DE CARACTÈRE MILITAIRE PRISES PAR ELLES DANS LES TERRITOIRES SOUS LEUR ADMINISTRATION ET QUI POURRAIENT ENTRAVER L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX . .	1 - 12	55
A. Examen par le Comité spécial	1 - 10	55
B. Décision du Comité spécial	11	56
C. Recommandation du Comité spécial	12	56
VII. APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	1 - 15	59
A. Examen par le Comité spécial	1 - 13	59
B. Décision du Comité spécial	14	60
C. Recommandation du Comité spécial	15	60
VIII. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS CONFORMÉMENT À L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES	1 - 10	67
A. Examen par le Comité spécial	1 - 8	67
B. Décision du Comité spécial	9	68
C. Recommandation du Comité spécial	10	68
IX. TIMOR ORIENTAL, GIBRALTAR, NOUVELLE-CALÉDONIE, SAHARA OCCIDENTAL	1 - 31	70
A. Introduction	1 - 4	70
B. Examen et décisions du Comité spécial	5 - 30	70
1. Timor oriental	5 - 11	70
2. Gibraltar	12 - 16	72
3. Nouvelle-Calédonie	17 - 26	72
4. Sahara occidental	27 - 30	73

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Chapitres</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
C. Recommandation du Comité spécial	31	74
Projet de résolution : question de la Nouvelle-Calédonie		74
X. SAMOA AMÉRICAINES, ANGUILLA, BERMUDES, ÎLES VIERGES BRITANNIQUES, ÎLES CAÏMANES, GUAM, MONTSERRAT, TOKÉLAOU, ÎLES TURQUES ET CAÏQUES, ÎLES VIERGES AMÉRICAINES, TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE, PITCAIRN, SAINTE-HÉLÈNE	1 - 26	76
A. Introduction	1 - 6	76
B. Examen du Comité spécial	7 - 22	77
C. Décision du Comité spécial	23 - 24	78
D. Recommandations du Comité spécial	25 - 26	79
Projet de résolution : Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou		79
Projet de décision I : Question de Pitcairn		95
Projet de décision II : Question de Sainte-Hélène		95
XI. ÎLES FALKLAND (MALVINAS)	1 - 12	98
A. Examen par le Comité spécial	1 - 11	98
B. Décision du Comité spécial	12	99

LETTRE D'ENVOI

Le 31 août 1992

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément à la résolution 46/71 de l'Assemblée générale, du 11 décembre 1991, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le rapport que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux présente à l'Assemblée générale. Ce rapport porte sur les travaux du Comité spécial durant l'année 1992.

Le Président du Comité spécial chargé
d'étudier la situation en ce qui concerne
l'application de la Déclaration sur
l'octroi de l'indépendance aux pays et
aux peuples coloniaux

(Signé) Renagi Renagi LOHIA

Son Excellence
Monsieur Boutros Boutros-Ghali
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

Chapitre premier*

CRÉATION, ORGANISATION ET ACTIVITÉS DU COMITÉ SPÉCIAL

A. Création du Comité spécial

1. Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a été créé par l'Assemblée générale en application de sa résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961. Le Comité a été prié d'étudier l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, figurant dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960, et de formuler des suggestions et des recommandations sur les progrès réalisés et la mesure dans laquelle la Déclaration était mise en oeuvre.

2. À sa dix-septième session, après avoir examiné le rapport du Comité spécial¹, l'Assemblée générale a adopté la résolution 1810 (XVII) du 17 décembre 1962, par laquelle elle a élargi la composition du Comité spécial en y adjoignant sept nouveaux membres, et a invité le Comité spécial "à continuer de rechercher les voies et moyens les mieux appropriés en vue de l'application rapide et intégrale de la Déclaration à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance".

3. À la même session, dans sa résolution 1805 (XVII) du 14 décembre 1962 sur la question du Sud-Ouest africain, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial de s'acquitter mutatis mutandis des tâches assignées au Comité spécial pour le Sud-Ouest africain par la résolution 1702 (XVI) du 19 décembre 1961. Par sa résolution 1806 (XVII) du 14 décembre 1962, l'Assemblée a décidé de dissoudre le Comité spécial pour le Sud-Ouest africain.

4. À sa dix-huitième session, l'Assemblée générale, par sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, a décidé de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et a prié le Comité spécial d'étudier les renseignements visés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies. Elle a également prié le Comité spécial de tenir pleinement compte de ces renseignements lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration dans chacun des territoires non autonomes, ainsi que d'entreprendre toute étude spéciale et d'établir tout rapport spécial qu'il jugerait nécessaire.

5. À la même session, et à chacune des sessions suivantes, après avoir examiné le rapport du Comité spécial², l'Assemblée générale a adopté une résolution reconduisant le mandat du Comité.

6. À l'occasion des dixième, vingtième, vingt-cinquième et trentième anniversaires de l'adoption de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, l'Assemblée générale, en approuvant les rapports du Comité spécial à ce sujet, a adopté les résolutions 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, 35/118 du 11 décembre 1980, 40/56 du 2 décembre 1985 et 45/33 du 20 novembre 1990, contenant une série de recommandations visant à faciliter la prompt application de la Déclaration.

* Publié précédemment dans le document A/47/23 (Partie I).

7. À sa quarante-sixième session, après avoir examiné le rapport du Comité spécial³, l'Assemblée générale a adopté la résolution 46/71 du 11 décembre 1991, dans laquelle, notamment, elle :

"5. Approuve le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur ses travaux de 1991, y compris le programme de travail envisagé pour 1992⁴;

...

12. Prie le Comité spécial de continuer à rechercher les moyens d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration, de prendre, dans tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance, les mesures qu'elle a approuvées touchant la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et, en particulier :

a) De faire des propositions précises pour l'élimination des dernières manifestations du colonialisme et de lui en rendre compte lors de sa quarante-septième session;

b) De faire des suggestions concrètes pour aider le Conseil de sécurité à étudier les mesures à prendre en vertu de la Charte, touchant les faits nouveaux qui surviendraient dans les territoires coloniaux et qui risqueraient de menacer la paix et la sécurité internationales;

c) De continuer à suivre la façon dont les États Membres respectent la résolution 1514 (XV) et les autres résolutions sur la décolonisation;

d) De continuer à accorder une attention particulière aux petits territoires, notamment en y envoyant régulièrement des missions de visite, et de lui recommander les mesures les plus aptes à permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

e) De tout mettre en oeuvre pour obtenir que les gouvernements du monde entier et les organisations nationales et internationales appuient les objectifs de la Déclaration et appliquent les résolutions de l'Organisation des Nations Unies en la matière;

13. Demande également aux puissances administrantes de continuer d'aider le Comité spécial à s'acquitter de son mandat et de recevoir des missions de visite dans les territoires pour qu'elles y obtiennent des renseignements de première main et s'assurent des vœux et des aspirations de leurs habitants;

14. Demande en outre aux puissances administrantes qui n'ont pas participé aux travaux du Comité spécial de le faire à sa session de 1992;".

8. À la même session, aux termes de sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991, l'Assemblée générale a adopté un plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, proposé dans le rapport du Secrétaire général

en date du 13 décembre 1991⁵ (A/46/634/Rev.1). Ce plan contenait notamment les dispositions suivantes :

"22. Le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux devrait, en collaboration avec les puissances administrantes :

a) Analyser périodiquement, pour chaque territoire, le stade atteint et les progrès accomplis dans l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

b) Examiner l'impact de la situation économique et sociale sur le progrès politique et constitutionnel dans les territoires non autonomes;

c) Durant la Décennie, organiser des séminaires tour à tour dans les Caraïbes et dans le Pacifique, ainsi qu'au Siège des Nations Unies, pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du plan d'action, avec la participation des peuples des territoires non autonomes, de leurs représentants élus, des puissances administrantes, des États Membres, des organisations régionales, des institutions spécialisées, d'organisations non gouvernementales et d'experts.

23. Le Comité spécial devrait, à titre prioritaire, s'efforcer d'obtenir la pleine collaboration des puissances administrantes en vue de l'envoi de missions de visite des Nations Unies dans les territoires non autonomes.

24. Le Comité spécial, en collaboration avec les puissances administrantes, devrait faire tout son possible pour faciliter et encourager la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux des organisations internationales et régionales, des institutions spécialisées du système des Nations Unies, du Comité spécial lui-même et d'autres organismes des Nations Unies s'occupant de décolonisation."

9. À la même session, l'Assemblée générale a également adopté 10 résolutions, deux consensus et quatre décisions concernant des territoires particuliers ou d'autres questions figurant à l'ordre du jour du Comité spécial, de même qu'un certain nombre d'autres résolutions touchant les travaux du Comité, par lesquelles l'Assemblée a confié à ce dernier des tâches particulières concernant ces territoires et questions. Ces décisions sont énumérées ci-après :

1. Résolutions, consensus et décisions concernant des territoires particuliers

Résolutions

<u>Territoire</u>	<u>Numéro de la résolution</u>	<u>Date d'adoption</u>
Sahara occidental	46/67	11 décembre 1991
Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Samoa américaines et Tokélaou	46/68 A et B	11 décembre 1991
Nouvelle-Calédonie	46/69	11 décembre 1991

Consensus

<u>Territoire</u>	<u>Numéro de la décision</u>	<u>Date d'adoption</u>
Gibraltar	46/420	11 décembre 1991
Pitcairn	46/421	11 décembre 1991

Décisions

<u>Territoire</u>	<u>Numéro de la décision</u>	<u>Date d'adoption</u>
Timor oriental	Voir 46/402	20 septembre 1991
Îles Falkland (Malvinas)	46/406	13 novembre 1991
Sainte-Hélène	46/422	11 décembre 1991

2. Résolutions concernant d'autres questions

<u>Question</u>	<u>Numéro de la résolution</u>	<u>Date d'adoption</u>
Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies	46/63	11 décembre 1991
Activités des intérêts étrangers, économiques et autres qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et	46/64	11 décembre 1991

<u>Question</u>	<u>Numéro de la résolution</u>	<u>Date d'adoption</u>
aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe		
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	46/65	11 décembre 1991
Moyens d'étude et de formation offerts par les États Membres aux habitants des territoires non autonomes	46/66	11 décembre 1991
Coopération et coordination entre les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies pour ce qui concerne l'assistance qu'ils fournissent aux territoires non autonomes	46/70	11 décembre 1991
Diffusion d'informations sur la décolonisation	46/72	11 décembre 1991

3. Décision concernant d'autres questions

<u>Question</u>	<u>Numéro de la décision</u>	<u>Date d'adoption</u>
Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration, qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	46/419	11 décembre 1991

10. À sa 3e séance plénière, le 20 septembre 1991, l'Assemblée générale, sur la recommandation du bureau⁶, a décidé de reporter l'examen de la question intitulée "Question du Timor oriental" et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session (voir décision 46/402).

11. À sa 45e séance plénière, le 13 novembre 1991, l'Assemblée générale a décidé de reporter l'examen de la question intitulée "Question des îles Falkland (Malvinas)" et de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session (décision 46/406).

4. Autres résolutions et décisions qui présentent un intérêt pour les travaux du Comité spécial

12. Les autres résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa quarante-sixième session qui présentaient un intérêt pour les travaux du Comité spécial et dont celui-ci a tenu compte sont énumérées dans une note du

Secrétaire général sur l'organisation des travaux du Comité (A/AC.109/L.1774 et Add.1).

13. Avant qu'elle n'adopte, le 11 décembre 1991, la résolution 46/21, dans laquelle elle a approuvé les propositions figurant dans le rapport du Comité spécial concernant le programme de travail du Comité envisagé pour 1992, et la résolution 46/72, relative à la diffusion d'informations sur la décolonisation, l'Assemblée générale avait été saisie d'un rapport de la Cinquième Commission ayant trait aux incidences sur le budget-programme des recommandations contenues dans ces projets de résolution (A/46/762). Pour l'examen de cette question, la Cinquième Commission s'était fondée sur l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/46/57) et sur la déclaration faite par le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à la Cinquième Commission le 7 décembre (voir A/C.5/46/SR.46).

5. Composition du Comité spécial

14. Dans une lettre datée du 17 octobre 1991, adressée au Président par intérim du Comité spécial, le Représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait part de la décision de son gouvernement de mettre fin à sa participation au Comité à compter du 1er janvier 1992 (A/AC.109/1096).

15. Au 1er janvier 1992, le Comité spécial se composait des 24 membres suivants :

Afghanistan	Iran (République islamique d')
Bulgarie	Iraq
Chili	Mali
Chine	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Congo	République arabe syrienne
Côte d'Ivoire	République-Unie de Tanzanie
Cuba	Sierra Leone
Éthiopie	Tchécoslovaquie
Fédération de Russie	Trinité-et-Tobago
Fidji	Tunisie
Inde	Venezuela
Indonésie	Yougoslavie

La liste des représentants qui ont assisté aux séances du Comité spécial en 1992 figure dans les documents A/AC.109/INF/30 et Add.1.

16. À la 1402e séance du Comité spécial, le 20 juillet, le Président a informé les membres que la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne avait exprimé le souhait de participer à la session d'été du Comité. Celui-ci a décidé d'accéder à cette demande. La Jamahiriya arabe libyenne a donc participé aux travaux du Comité, en qualité d'observateur, de la 1402e à la 1411e séances, du 20 juillet au 7 août.

B. Ouverture de la session de 1992 du Comité spécial et élection du bureau

17. Le Secrétaire général a prononcé une allocution devant le Comité spécial à sa séance d'ouverture (1398e séance), le 5 février 1992.

18. À la même séance, le Comité spécial a élu à l'unanimité le bureau ci-après :

Président : M. Renagi Renagi Lohia (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Vice-présidents : M. Ricardo Alarcón de Quesada (Cuba)
M. Andrew G. Bangali (Sierra Leone)
M. Alexander Slaby (Tchécoslovaquie)

Rapporteur : M. Mohammad Najdat Shaheed (République arabe syrienne)

Toujours à la même séance, le Président du Comité spécial a fait une déclaration (voir A/AC.109/PV.1398).

C. Organisation des travaux

19. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, le Comité spécial, en adoptant les suggestions du Président relatives à l'organisation des travaux (A/AC.109/L.1775), a décidé notamment de maintenir son groupe de travail, qui continuerait de servir d'organe directeur, et son Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, récemment issu de la fusion du Sous-Comité des petits territoires et du Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance.

20. En adoptant les suggestions susmentionnées du Président, le Comité spécial a également prié son sous-comité de se réunir dès que possible pour organiser son programme de travail pour l'année et de mener à bien, outre l'examen des questions indiquées au paragraphe 21, les tâches précises que l'Assemblée générale avait confiées au Comité spécial pour ce qui est des questions qui lui étaient attribuées.

21. Le Comité spécial a décidé en outre d'adopter les suggestions du Président concernant la répartition et la procédure d'examen des questions qui lui étaient confiées (ibid., par. 3 et 4).

22. À sa 1411e séance, le 7 août, sur la base des recommandations figurant dans le quatre-vingt-dix-neuvième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1791 et Corr.1), le Comité spécial a pris d'autres décisions concernant l'organisation de ses travaux.

Conférences et réunions où le Comité spécial a été représenté

23. Le Comité spécial a été invité aux conférences et réunions ci-après en 1992 :

a) Cinquante-septième session ordinaire du Comité de coordination de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) pour la libération de l'Afrique, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en février (voir par. 98);

b) Séance solennelle du Comité spécial contre l'apartheid pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, tenue à New York en mars (voir par. 91);

c) Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, tenue à Bali en mai (voir par. 96);

d) Vingt-deuxième session ordinaire de l'Organisation des États américains, tenue aux Bahamas en mai (voir par. 99);

e) Cinquante-huitième session ordinaire du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique, tenue à Dakar en juin (voir par. 98);

f) Vingt-troisième réunion des chefs de gouvernement du Forum du Pacifique Sud, tenue à Honiara en juillet (voir par. 100);

g) Dixième conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Jakarta en septembre (voir par. 95).

D. Réunions du Comité spécial et de ses organes subsidiaires

24. Fidèles à leur résolution de continuer à prendre toutes les mesures possibles pour rationaliser l'organisation de leurs travaux et avec la pleine et étroite coopération de l'ensemble de leurs membres, le Comité spécial et ses organes subsidiaires ont de nouveau pu réduire au minimum le nombre de leurs séances officielles, comme on le verra ci-dessous, en tenant, chaque fois que cela était possible, des séances officieuses et de longues consultations, organisées par les membres du bureau du Comité.

1. Comité spécial

25. En 1992, le Comité spécial a tenu au Siège 14 séances, qui se sont réparties comme suit :

Première partie de la session : 1398e à 1401e séances, du 5 février au 1er juin 1992;

Seconde partie de la session : 1402e à 1411e séances, du 20 juillet au 7 août.

26. Au cours de la session, le Comité spécial a examiné en séance plénière les questions suivantes et a adopté les décisions indiquées ci-après :

<u>Question</u>	<u>Séances</u>	<u>Décision</u>
Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Samoa américaines, Tokélaou, Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, Pitcairn et Sainte-Hélène	1401-1403, 1407, 1408	Voir chap. X, par. 23 et 24
Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies	1401, 1403, 1407	Voir chap. VIII, par. 9

<u>Question</u>	<u>Séances</u>	<u>Décision</u>
Question de l'envoi de missions de visite dans des territoires	1401, 1403, 1407	Voir chap. IV, par. 17
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	1401, 1403, 1407, 1408, 1411	Voir chap. VII, par. 14
Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe	1401, 1403, 1406-1408, 1411	Voir chap. V, par. 14
Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	1401, 1403, 1408, 1411	Voir chap. VI, par. 11
Timor oriental	1403-1406	Voir chap. IX, par. 11
Îles Falkland (Malvinas)	1405, 1408	Voir chap. XI, par. 12
Gibraltar	1406	Voir chap. IX, par. 16
Nouvelle-Calédonie	1403, 1406-1409	Voir chap. IX, par. 26
Décision du Comité spécial concernant Porto Rico, en date du 15 août 1991	1406, 1407, 1409, 1410	Voir chap. I, par. 50
Sahara occidental	1403, 1407, 1408	Voir chap. IX, par. 30

27. Le Comité spécial a examiné les questions renvoyées à ses organes subsidiaires sur la base des rapports desdits organes (voir par. 29, 38, 39 et 44) et a adopté les décisions indiquées ci-après.

2. Organes subsidiaires

a) Groupe de travail

28. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial a décidé de maintenir son groupe de travail. À la 1399e séance, le 4 mars, le Président a signalé au Comité qu'il avait reçu une communication datée du 11 février 1992 de la délégation de la Trinité-et-Tobago qui demandait à être invitée à participer au Groupe de travail. Le Comité a fait droit à cette demande. La composition du Groupe de travail était donc la suivante : Congo, Fidji, République islamique d'Iran et Trinité-et-Tobago, les cinq membres du bureau du Comité, à savoir le Président (Papouasie-Nouvelle-Guinée), les trois Vice-Présidents (Cuba, Sierra Leone et Tchécoslovaquie) et le Rapporteur (République arabe syrienne), ainsi que le Président (Tunisie) du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions de l'information et de l'assistance.

29. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail a tenu deux séances et un certain nombre de réunions officieuses et a présenté un rapport (A/AC.109/L.1791 et Corr.1).

b) Groupe de travail à composition non limitée

30. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, le Comité spécial a décidé de créer un groupe de travail à composition non limitée chargé de formuler des recommandations sur la manière d'améliorer encore davantage l'efficacité des travaux du Comité compte tenu des événements récents ainsi que de toutes les suggestions faites à la Quatrième Commission et par l'Assemblée générale en séance plénière à sa quarante-sixième session.

31. À ses 1399e et 1400e séances, les 4 et 17 mars, respectivement, le Comité spécial a examiné plus avant la question du Groupe de travail à composition non limitée et décidé, s'agissant de la composition de ce dernier, que tout membre du Comité ainsi que tout autre État Membre de l'Organisation des Nations Unies pourraient participer à ses délibérations. Les puissances administrantes, en particulier, ainsi que les représentants de territoires autonomes étaient encouragés à prendre part à ses travaux.

32. À sa 1400e séance, le Comité spécial a approuvé le mandat du Groupe de travail qui consistait à étudier notamment les questions suivantes :

a) La revitalisation du Comité spécial conformément aux objectifs énoncés par l'Assemblée générale dans le Plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme⁵;

b) L'harmonisation et le regroupement des résolutions et autres documents publiés par le Comité, ainsi que leur terminologie;

c) L'examen des méthodes de travail du Comité, de son ordre du jour et de sa liste de territoires;

d) La coopération des puissances administrantes, compte tenu de la déclaration faite par le Secrétaire général à la séance d'organisation du Comité, le 5 février (voir A/AC.109/PV.1358); et, à cet égard :

- i) Comment le mieux assurer leur pleine participation aux travaux du Comité;
- ii) Comment restaurer la pratique d'envoyer régulièrement des missions de visite, auxquelles le Comité attache la plus haute importance car c'est un moyen d'obtenir des renseignements de première main sur les territoires non autonomes et autres territoires relevant de la compétence du Comité;
- iii) Comment assurer que les puissances administrantes fournissent au Comité, régulièrement et en temps utile, des informations à jour sur les territoires qu'elles administrent, conformément à l'article 73 e de la Charte des Nations Unies;
- iv) Question connexe, comment faire participer davantage aux travaux du Comité des représentants des territoires non autonomes et autres territoires relevant de la compétence du Comité.

33. Le Groupe de travail a tenu sept séances officielles entre le 18 mars et le 28 mai. À sa 1^{re} séance, le 18 mars, il a décidé qu'il examinerait les questions dont il était saisi en se fondant sur les travaux déjà menés par le Groupe de travail en 1991 (A/AC.109/L.1756), tout en suivant de près le mandat qui lui avait été confié, tel qu'approuvé par le Comité. Chacune des questions énumérées dans ce mandat a fait l'objet d'un examen approfondi. Un représentant de la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante, ainsi qu'un représentant du Gouverneur des îles Vierges américaines, ont participé aux délibérations du Groupe de travail.

34. À sa 1399^e séance, le 4 mars, le Comité spécial a examiné le mandat du Groupe de travail à composition non limitée. Des déclarations ont été faites par les représentants de Cuba et du Mali et par le Président (voir A/AC.109/PV.1399).

35. À la 1400^e séance, le 17 mars, le Président du Comité spécial a appelé l'attention sur l'additif 2 à l'aide-mémoire 2/92 contenant les commentaires et propositions de membres du Comité spécial concernant le projet de mandat du Groupe de travail à composition non limitée.

36. À la même séance, à la suite de déclarations faites par les représentants de la Trinité-et-Tobago, de Cuba, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Mali, de la Tchécoslovaquie et de la République islamique d'Iran, et par celui de la Nouvelle-Zélande en tant que Puissance administrante, ainsi que par le Président, le Comité a adopté le projet de mandat du Groupe de travail à composition non limitée, tel qu'il avait été modifié oralement (voir par. 32).

37. À la même séance également, sur la proposition du représentant du Congo, le Comité spécial a élu à l'unanimité le Président du Comité, M. Renagi Renagi Lohia (Papouasie-Nouvelle-Guinée), Président du Groupe de travail à composition non limitée.

38. À la 1401e séance, le 1er juin, le Président du Comité spécial a appelé l'attention sur le rapport du Groupe de travail à composition non limitée (A/AC.109/L.1776). Le Président a fait une déclaration (voir A/AC.109/PV.1401).

39. À la même séance, à la suite de déclarations faites par les représentants du Mali, de la République-Unie de Tanzanie et de la Chine, ainsi que par le secrétaire du Comité, le Comité a adopté le rapport du Groupe de travail à composition non limitée. D'autres déclarations ont été faites par les représentants de la Tchécoslovaquie, de la Fédération de Russie et de la République-unie de Tanzanie, ainsi que par le Président (ibid.). Les conclusions et recommandations du Groupe de travail figurent dans son rapport (A/AC.109/L.1776).

c) Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance

40. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial a décidé de maintenir le nouveau Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, résultant de la fusion des anciens Sous-Comité des petits territoires et Sous-Comité des pétitions, de l'information et de l'assistance.

41. À sa 1399e séance, le 4 mars, le Comité spécial a décidé que le Sous-Comité se composerait des 24 membres du Comité.

42. À la même séance, le Comité spécial a élu M. Amor Ardhaoui (Tunisie) Président du Sous-Comité.

43. Le 16 avril, le Président du Comité spécial a informé les membres du Comité que, sur la base des consultations tenues à ce sujet, le Sous-Comité, à sa 639e séance, le 14 avril, avait élu M. Hossein Lotfi Hormozabadi (République islamique d'Iran) rapporteur (aide-mémoire 5/92).

44. Le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance a tenu 17 séances, ainsi qu'un certain nombre de séances officieuses, entre le 14 avril et le 30 juin, et a présenté les cinq rapports ci-après que le Comité spécial a examinés ultérieurement lors de ses 1402e, 1407e et 1408e séances, entre le 20 et le 29 juillet :

a) Pitcairn (A/AC.109/L.1777);

b) Sainte-Hélène (A/AC.109/L.1778);

c) Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Samoa américaines, Tokélaou (A/AC.109/L.1779);

d) Question de la diffusion d'informations sur la décolonisation (A/AC.109/L.1780);

e) Examen de pétitions (A/AC.109/L.1782).

45. Au chapitre X du présent rapport, il est rendu compte de l'examen par le Comité spécial des rapports du Sous-Comité sur les territoires susmentionnés.

E. Question de la liste des territoires auxquels
la Déclaration est applicable

46. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial, en adoptant les propositions concernant l'organisation des travaux du Comité présentées par le Président (A/AC.109/L.1775), a décidé, entre autres, de renvoyer la question de la liste des territoires auxquels la Déclaration est applicable au Groupe de travail. En prenant cette décision, le Comité a rappelé que, dans son rapport à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session⁷, il avait déclaré que, sous réserve des directives que l'Assemblée voudrait peut-être lui donner à ce sujet, il continuerait, dans le cadre de son programme de travail pour 1992, à examiner cette liste de territoires. Le Comité a rappelé en outre qu'au paragraphe 5 de sa résolution 46/71, l'Assemblée avait approuvé son rapport, y compris le programme de travail qu'il envisageait pour 1992.

47. À sa 1411e séance, le 7 août, le Comité spécial a examiné la question sur la base des recommandations figurant dans le quatre-vingt-dix-neuvième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1791 et Corr.1). Le paragraphe pertinent de ce rapport est libellé comme suit :

"9. Le Groupe de travail a décidé de recommander que le Comité spécial continue à examiner cette question à sa prochaine session, sous réserve des directives que l'Assemblée générale pourrait donner lors de sa quarante-septième session."

48. À la même séance, le Comité spécial a adopté les recommandations ci-dessus.

Décision du Comité spécial en date du 15 août 1991
concernant Porto Rico⁸

49. À sa 1398e séance, le 5 février, en adoptant les propositions présentées par son Président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), le Comité spécial a notamment décidé d'examiner, selon qu'il conviendrait, en séance plénière, une question intitulée "Décision du Comité spécial en date du 15 août 1991 relative à Porto Rico".

50. À sa 1401e séance, le 1er juin, toutefois, le Comité spécial, en adoptant le rapport du Groupe de travail à composition non limitée (A/AC.109/L.1776) a fait sienne la recommandation du Groupe de travail tendant à ce que le Comité reporte l'examen de cette question à 1993, ainsi que sa proposition tendant à ce que le Comité prenne dûment en considération les demandes d'audition, conformément à sa pratique habituelle.

51. À la 1409e séance, le 30 juillet, le Président a appelé l'attention sur le rapport établi par le Rapporteur (A/AC.109/L.1788) sur cette question.

52. Aux 1406e, 1407e et 1409e séances, entre le 28 et le 30 juillet, le Président a appelé l'attention sur un certain nombre de communications reçues d'organisations qui avaient exprimé le désir d'être entendues par le Comité spécial au sujet de Porto Rico. Compte tenu de la décision qu'il avait prise à sa 1401e séance, le Comité a décidé de faire droit à ces demandes et a entendu les représentants des organisations énumérées ci-après :

Représentants d'organisations

1409e séance

M. José Sagardía Pérez, Colegio de Abogados de Puerto Rico

Mme Brunilda Ferrer Silva, au nom de Respectable Logia Femenina Julia de Burgos

Mme Marie Elaine Aloise, Comité Cagueño Pro-Estadidad

M. Fernando Martín García, Partido Independentista Puertorriqueño

Mme Mariane Múniz, au nom de Ciudadanos Estadistas Pro-Estado 51

M. Michael Deutsch, au nom de Ofensiva '92

Mme Maria Lizardi, au nom de United Statehooders Organization

M. Olaguibeet A. López-Pacheco, Supremo Consejo del Grado 33, Puerto Rico, Inc.

Mme Linda Backiel, au nom du Center for Constitutional Rights/Instituto Puertorriqueño de Derechos Civiles

Mme Minerva González, au nom du Comité de Afirmación Puertorriqueña

M. Ronald Fernández, Justice for Puerto Rico

M. J. A. González-González, au nom de la Fundación Andrés Figueroa Cordero, Inc.

M. Carlos Gallisá, Puerto Rican Socialist Party

M. René Torres Platet, au nom du Gran Oriente Interamericano de Puerto Rico

1410e séance

M. Martin Koppel, Socialist Workers Party

Mme Elsie Valdés Ramos, Unidos ante la Incertidumbre del Status

Mme Gloria Ortiz Viera, Puertorriqueños Pro-Estadidad, Inc.

Mme Ana M. Lopez, National Committee to Free Puerto Rican Prisoners of War and Political Prisoners

M. Rafael Soltero Peralta, Gran Logia Nacional de Puerto Rico

F. Examen d'autres questions

1. Questions concernant les petits territoires

53. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial, en adoptant les propositions du Président concernant l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), a notamment décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session en cours une question intitulée "Questions concernant les petits territoires" et de l'examiner en séance plénière et aux séances du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance.

54. En prenant ces décisions, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier de la résolution 46/71, au paragraphe 12 d) de laquelle l'Assemblée priait le Comité "de continuer à accorder une attention particulière aux petits territoires, notamment en y envoyant régulièrement des missions de visite, et de recommander à l'Assemblée générale les mesures les plus appropriées à prendre pour permettre à leurs populations d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance".

55. Au cours de l'année, le Comité spécial et son sous-comité ont examiné en détail toutes les phases de la situation dans les petits territoires (voir chap. IX à XI du présent rapport).

2. Application par les États Membres de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la décolonisation

56. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité, en adoptant les propositions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (ibid.), a notamment décidé d'examiner en séance plénière et aux séances du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, la question de l'application par les États Membres de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes relatives à la décolonisation.

57. Le Comité spécial et son Sous-Comité ont donc tenu compte de cette décision en examinant chaque question particulière.

3. Question de la tenue d'une série de réunions hors Siège

58. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial, en adoptant les propositions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (ibid.), a notamment décidé d'examiner la question de la tenue, selon qu'il conviendrait, d'une série de réunions hors Siège et de la renvoyer à son groupe de travail pour examen et recommandations.

59. En ce qui concerne son programme de travail de 1993, le Comité spécial a examiné à sa 1411e séance, le 7 août, la question des réunions hors Siège, compte tenu des dispositions du paragraphe 6 de la résolution 1654 (XVI) du 27 novembre 1961, et de l'alinéa 9) du paragraphe 3 de la résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, aux termes desquelles l'Assemblée autorisait le Comité spécial à se réunir en tout autre lieu qu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies lorsque cela pourrait être nécessaire pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions. Également à la 1411e séance, en approuvant les recommandations figurant dans le quatre-vingt-dix-neuvième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1791 et Corr.1), le Comité a notamment décidé qu'il n'était pas nécessaire à l'heure actuelle qu'il envisage de tenir des réunions hors Siège.

4. Plan des conférences

60. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial, en adoptant les propositions présentées par le Président au sujet de l'organisation de ses travaux (ibid.), a notamment décidé d'étudier selon qu'il conviendrait la question intitulée "Plan des conférences", et de la renvoyer à son groupe de travail pour qu'il l'examine et formule des recommandations. Ce faisant, le Comité n'oubliait pas qu'il avait pris quelques mesures importantes relatives à

la rationalisation de ses méthodes de travail, dont un grand nombre avait été incorporé par la suite dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale. Rappelant par ailleurs les mesures prises jusqu'ici, le Comité a décidé de continuer à s'efforcer d'utiliser efficacement les ressources limitées prévues pour les services de conférence et de réduire encore davantage ses besoins de documentation.

61. Pendant l'année, le Comité a également maintenu la pratique consistant à diffuser les communications et les documents d'information dans toute la mesure possible sous forme de notes et d'aide-mémoire officieux dans leur langue originale, réduisant ainsi les besoins de documentation de quelque 2 500 pages, ce qui a permis à l'Organisation d'effectuer des économies considérables. On trouvera en annexe au présent chapitre la liste des documents officiels publiés par le Comité en 1992.

62. À sa 1411e séance, le 7 août, le Comité spécial a examiné la question sur la base des recommandations formulées par le Groupe de travail dans son quatre-vingt-dix-neuvième rapport (A/AC.109/L.1791 et Corr.1). Le texte des paragraphes pertinents de ce rapport est reproduit ci-après :

"5. Le Groupe de travail a noté que le Comité spécial a suivi étroitement au cours de l'année les directives énoncées dans les résolutions de l'Assemblée générale concernant le plan des conférences, en particulier la résolution 46/190 du 20 décembre 1991. En organisant son programme de travail en conséquence et en tenant de nombreuses consultations et des séances officieuses, le Comité est parvenu à réduire sensiblement le nombre de ses séances officielles. Le Groupe de travail a recommandé au Comité d'intensifier ses efforts dans ce domaine, de façon à utiliser plus rationnellement les services de conférence et à éviter dans toute la mesure possible l'annulation, à la dernière minute, de séances prévues.

6. Le Groupe de travail a décidé de recommander, compte tenu du volume de travail probable pour 1993, que le Comité se réunisse comme suit :

a) Comité plénier

Février/juin

Selon les besoins

Juillet

20 séances (6 à 8 par semaine)

b) Organes subsidiaires

Mars/juin

30 séances (3 à 5 par semaine)

7. Il a été entendu que le programme ci-dessus n'exclurait pas l'organisation de réunions spéciales, si les événements le justifiaient, et que le Comité pourrait réexaminer le calendrier des réunions pour 1993 au début de l'année. Le Groupe de travail a recommandé, compte tenu des directives de l'Assemblée générale, que le Comité s'efforce de réduire le plus possible le nombre de ses séances sans que cela l'empêche de s'acquitter de son mandat."

63. À la même séance, le Comité a approuvé ces recommandations.

5. Contrôle et limitation de la documentation

64. À sa 1411e séance, le 7 août, le Comité spécial a examiné la question du contrôle et de la limitation de la documentation sur la base de recommandations contenues dans le quatre-vingt-dix-neuvième rapport du Groupe de travail (ibid.). Le paragraphe pertinent de ce rapport se lit comme suit :

"8. Le Groupe de travail a noté que le Comité a pris, au cours de l'année, de nouvelles mesures pour contrôler et limiter sa documentation, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier les résolutions 34/50 du 23 novembre 1979 et 39/68 du 13 décembre 1984. Il a notamment fait distribuer ses documents sous forme provisoire ou officieuse dans tous les cas appropriés. Le Groupe de travail a recommandé au Comité de simplifier le rapport qu'il présente à l'Assemblée générale, de façon à limiter davantage le volume de la documentation."

65. À la même séance, le Comité a adopté cette recommandation.

6. Coopération et participation des puissances administrantes aux travaux du Comité spécial

66. Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, la Nouvelle-Zélande et le Portugal, Puissances administrantes concernées, ont continué à participer, conformément à la procédure établie, aux travaux du Comité spécial dont il est rendu compte aux chapitres IX et X du présent rapport.

67. La France, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'ont pas participé aux travaux du Comité spécial⁹.

68. Dans une lettre datée du 4 février 1992, adressée au Président de l'Assemblée générale (A/47/86), le Représentant permanent des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies a déclaré ce qui suit :

"Les États-Unis, en tant que Puissance administrante, sont conscients des responsabilités qui leur incombent aux termes du Chapitre XI de la Charte des Nations Unies et continueront de s'acquitter de ces responsabilités. En cette ère marquée par un nouvel esprit de coopération à l'ONU, les États-Unis se sont montrés prêts à continuer à coopérer avec les comités de l'Organisation chargés des questions de décolonisation tant qu'il était clair que ces comités adoptaient une attitude plus constructive. À mesure que le nombre de territoires non autonomes restants diminue, il est de plus en plus important que les comités s'occupant de décolonisation accordent davantage d'attention à l'évolution de chacun de ces territoires vers l'autonomie.

...

... les États-Unis ont décidé, après mûre réflexion, de cesser de coopérer avec le Comité spécial jusqu'à ce qu'il prenne les mesures voulues pour conformer ses travaux à l'esprit qui caractérise actuellement les activités de l'Organisation..."

69. Dans son rapport (A/AC.109/L.1779), le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance a noté avec regret que le Royaume-Uni et les États-Unis, Puissances administrantes de la plupart des territoires non autonomes, n'avaient pas participé à ses délibérations. Eu égard aux efforts déployés par le Comité spécial pour rationaliser et simplifier ses travaux, le Sous-Comité a lancé un appel au Royaume-Uni et aux États-Unis pour qu'ils reconsidèrent leur position et recommencent à participer aux travaux du Comité spécial.

70. De même, le Comité spécial, à sa 1407e séance, le 28 juillet, a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1784 sur la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires. Par cette résolution (A/AC.109/L.1131), il engageait les puissances administrantes à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies ou à continuer de le faire en autorisant des missions de visite des Nations Unies à se rendre dans les territoires placés sous leur administration et continuait à engager les puissances administrantes qui ne participaient pas aux travaux du Comité spécial à reconsidérer leur décision et à prendre une part active à ses travaux (voir chap. IV, par. 17, du présent rapport).

7. Participation de représentants des territoires aux travaux du Comité spécial

71. Le Comité spécial a de nouveau examiné de manière approfondie la question de la participation de représentants des territoires non autonomes à ses travaux au Siège. Le Comité a étudié les recommandations faites à cet effet dans le Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme⁵. Le Comité était également saisi des recommandations faites à ce sujet par ses groupes de travail (A/AC.109/L.1776 et A/AC.109/L.1791 et Corr.1).

72. Le Comité spécial a noté, en particulier, que l'Assemblée générale, lorsqu'elle avait approuvé sa résolution 46/71 du 11 décembre 1991, relative au programme de travail du Comité spécial pour 1992, et sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991, relative au Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, avait été saisie des incidences sur le budget-programme de ces résolutions (documents A/C.5/46/57 et A/C.5/46/80, respectivement). Il a noté en outre que ces documents prévoyaient le financement et la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité spécial au Siège.

73. Afin de bien définir les conditions dans lesquelles le Comité spécial peut recommander que l'ONU finance la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité au Siège, le Comité, à sa 1411e séance, tenue le 7 août, a adopté un ensemble de recommandations intitulé "Directives pour le financement de la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux réalisés au Siège de l'Organisation des Nations Unies par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux", qui décrit dans leurs grandes lignes les procédures à suivre en la matière (A/AC.109/L.1791, annexe).

8. Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux, y compris ceux d'Afrique du Sud, en lutte pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme

74. Aux termes de la résolution 2911 (XXVII) du 2 novembre 1992, au paragraphe 2 de laquelle l'Assemblée générale recommandait "qu'à l'occasion de la Semaine, des réunions soient organisées, des renseignements appropriés soient publiés dans la presse et diffusés par la radio et la télévision et des campagnes soient menées auprès du public en vue d'obtenir des contributions au Fonds d'assistance pour la lutte contre le colonialisme et l'apartheid, créé par l'Organisation de l'unité africaine", et comme il est indiqué dans le rapport du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance concernant la question de la diffusion d'informations sur la décolonisation (A/AC.109/L.1780), le Sous-Comité a tenu des consultations avec les représentants du Département de l'information et du Département des affaires politiques du Secrétariat, à sa 646e séance, le 19 mai et à sa 652e séance, le 9 juin, respectivement (voir chap. III, par. 8, du présent rapport).

9. Représentation aux séminaires, réunions et conférences organisés par des organisations intergouvernementales et autres organisations

75. À sa 1411e séance, le 7 août, le Comité spécial a examiné la recommandation du Groupe de travail contenue dans son rapport (A/AC.109/L.1791 et Corr.1) :

"4. Le Groupe de travail a proposé au Comité de recommander à l'Assemblée, qu'elle l'autorise à continuer à être représenté aux séminaires, réunions et conférences organisés par les organismes des Nations Unies et par les organisations intergouvernementales et organisations non gouvernementales qui ont des activités dans le domaine de la décolonisation et a recommandé qu'elle prenne les dispositions financières nécessaires pour couvrir le coût des activités du Comité en 1993."

76. À la même séance, le Comité spécial a approuvé cette recommandation.

10. Décennie internationale de l'élimination du colonialisme

77. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial, ayant présent à l'esprit le mandat qui lui a été assigné par l'Assemblée générale en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et approuvant les recommandations de son président sur l'organisation de ses travaux pour l'année en cours (A/AC.109/L.1775), a décidé de renvoyer au Groupe de travail, puis d'examiner en séance plénière, une question intitulée "Décennie internationale de l'élimination du colonialisme".

78. À sa 1411e séance, le 7 août, le Comité spécial a examiné cette question compte tenu des recommandations figurant dans le quatre-vingt-dix-neuvième rapport du Groupe de travail (A/AC.109/L.1791 et Corr.1). Le paragraphe pertinent se lit comme suit :

"10. Le Groupe de travail a noté avec satisfaction que le séminaire régional tenu à la Grenade du 17 au 19 juin 1992, et qui a constitué la première activité importante du Comité spécial dans le cadre de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, a été un

plein succès. Il a décidé de recommander au Comité de prendre en compte les conclusions et recommandations de ce séminaire pour son examen de la situation dans les territoires des Caraïbes.

11. Notant que le Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme⁵ prévoyait l'organisation de séminaires tour à tour dans les Caraïbes et dans le Pacifique, le Groupe de travail a décidé de recommander que le Comité spécial organise en 1993 un séminaire régional dans la région du Pacifique pour examiner, en particulier, les questions concernant la situation des territoires sous tutelle et non autonomes de cette région.

12. Le Groupe de travail a décidé en outre de recommander que le Comité spécial invite les organes, organismes et institutions des Nations Unies à informer le Secrétaire général des actions qu'ils avaient prises pour mettre en oeuvre la résolution 46/181 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1991, relative au Plan d'action."

79. À la même séance, le Comité a approuvé cette recommandation.

11. Rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale

80. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial, adoptant les propositions présentées par son président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775) et conformément au paragraphe 31 de la décision 34/401 de l'Assemblée générale relative à la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée, a décidé de suivre la procédure adoptée lors de sa session de 1991¹⁰ pour la formulation de ses recommandations à l'Assemblée à sa quarante-sixième session.

81. À sa 1407e séance, le 7 août, le Comité spécial a décidé d'autoriser son rapporteur à établir et à soumettre directement à l'Assemblée générale les divers chapitres du rapport du Comité, conformément à la pratique et aux procédures établies.

12. Questions diverses

82. À sa 1398e séance, le 5 février, le Comité spécial, en adoptant les propositions présentées par son Président au sujet de l'organisation de ses travaux (ibid.), a décidé de prier le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance de tenir compte, en examinant la situation dans les territoires, des dispositions pertinentes des résolutions et des décisions de l'Assemblée générale énumérées dans la note du Secrétaire général sur l'organisation des travaux du Comité spécial (A/AC.109/L.1774, par. 15 et A/AC.109/L.1774/Add.1, par. 16).

83. Il a été tenu compte de cette décision lors de l'examen, tant dans les sous-comités qu'en séance plénière, de la situation dans les territoires et des autres questions dont le Comité spécial était saisi.

G. Relations avec les organismes des Nations Unies
et les organisations intergouvernementales et
non gouvernementales

1. Conseil de sécurité

84. Au paragraphe 12 b) de sa résolution 46/71 du 11 décembre 1991, l'Assemblée générale a prié le Comité spécial "de faire des suggestions concrètes pouvant aider le Conseil de sécurité à étudier les mesures à prendre en vertu de la Charte en ce qui concerne les faits nouveaux survenant dans les territoires coloniaux, qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales".

85. Le 19 août 1992, le Comité spécial a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur le paragraphe pertinent d'une résolution adoptée à sa 1411e séance, le 7 août, concernant les activités militaires des puissances coloniales et les dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration, qui pourraient entraîner l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux¹¹. On trouvera un compte rendu de l'examen de la question par le Comité au chapitre VI du présent rapport.

2. Conseil de tutelle

86. Tout au long de l'année, le Comité spécial a continué à suivre de près les travaux du Conseil de tutelle en ce qui concerne le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique.

3. Conseil économique et social

87. À l'occasion de l'examen de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'ONU, et conformément au paragraphe 22 de la résolution 46/65 de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1991, relative à cette question, des consultations ont eu lieu dans le courant de l'année entre le Président du Conseil économique et social et le Président du Comité spécial au sujet "des mesures appropriées tendant à coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées ... en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale". En outre, le Président du Comité a participé à l'examen de la question correspondante par le Conseil. On en trouvera le compte rendu ainsi que celui des délibérations du Comité sur cette question au chapitre VII du présent rapport.

4. Commission des droits de l'homme

88. Pendant l'année, le Comité spécial a suivi de près les travaux de la Commission des droits de l'homme sur la question du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son application aux peuples sous domination coloniale ou étrangère ou occupation étrangère, et sur la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où que ce soit dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et autres pays et territoires dépendants.

89. Lors de l'examen des territoires concernés, le Comité spécial a tenu compte des résolutions adoptées par la Commission des droits de l'homme, notamment des résolutions 1992/6, 1992/8, 1992/10, 1992/11, 1992/13 et 1992/14 du 21 février 1992; 1992/18 à 1992/20 et 1992/37 du 28 février 1992; 1992/44 et

1992/45 du 3 mars 1992; 1992/66 du 4 mars 1992 sur les travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, ainsi que du rapport de la Sous-Commission¹². Le Comité a également tenu compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment des résolutions 46/79 A à F du 13 décembre 1991, 46/83 à 46/89, 46/95, 46/96, 46/98, 46/102 et 46/103 du 16 décembre 1991 et 46/113, 46/116, 46/117, 46/121, 46/123, 46/128, 46/130, 46/137 et 46/140 du 17 décembre 1991.

5. Comité spécial contre l'apartheid

90. Conscient des répercussions de la politique d'apartheid sur la situation en Afrique australe, le Comité spécial a également continué de suivre de près pendant l'année les travaux du Comité spécial contre l'apartheid et les bureaux de ces deux organes sont restés en contact étroit pour les questions d'intérêt commun.

91. Le Président a fait une déclaration au nom du Comité spécial à la séance solennelle que le Comité spécial contre l'apartheid a tenue le 20 mars, à New York, pour célébrer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (voir A/AC.115/PV.656).

6. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

92. Eu égard aux dispositions pertinentes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Comité spécial a continué au cours de l'année à suivre les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (voir également par. 102 et 103).

7. Institutions spécialisées et organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

93. Conformément aux demandes figurant dans les résolutions de l'Assemblée générale, le Comité spécial a continué d'examiner la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Dans ce contexte, il a consulté les représentants de plusieurs organisations. Un résumé de ces consultations et de l'examen de la question par le Comité figure au chapitre VII du présent rapport.

94. Pendant l'année, le Comité spécial a adopté des décisions concernant l'extension de l'assistance aux habitants des territoires non autonomes. Ces décisions figurent aux chapitres VII et X du présent rapport.

8. Mouvement des pays non alignés

95. Le Président du Comité spécial a représenté le Comité à la dixième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Jakarta du 1er au 6 septembre 1992.

96. En réponse à l'invitation qu'avait reçue le Comité spécial de se faire représenter à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, tenue à Bali les 14 et 15 mai, le Président a envoyé un message au nom du Comité.

9. Organisation de l'unité africaine

97. Conformément à ses décisions antérieures de maintenir des contacts avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) afin de s'acquitter efficacement de son mandat, le Comité spécial a suivi de près, comme les années précédentes, les travaux de l'OUA pendant l'année considérée et est resté en rapport étroit avec le secrétariat de cette organisation pour les questions d'intérêt commun.

98. En réponse aux invitations qu'avait reçues le Comité spécial de se faire représenter aux cinquante-septième et cinquante-huitième sessions ordinaires du Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique, tenues à Arusha (République-Unie de Tanzanie), les 19 et 20 février, et à Dakar, les 19 et 20 juin, respectivement, le Président a envoyé des messages au nom du Comité.

10. Organisation des États américains

99. En réponse à une invitation, le Président a représenté le Comité spécial à la vingt-deuxième session ordinaire de l'Organisation des États américains, tenue aux Bahamas du 18 au 23 mai 1992.

11. Forum du Pacifique Sud

100. En réponse à une invitation qu'avait reçue le Comité spécial de se faire représenter à la vingt-troisième réunion des chefs de gouvernement du Forum du Pacifique Sud, tenue à Honiara, les 8 et 9 juillet, le Président a envoyé un message au nom du Comité.

12. Organisations non gouvernementales

101. Compte tenu des dispositions pertinentes des résolutions 46/71 et 46/72 de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1991, le Comité spécial a continué de suivre de près les activités des organisations non gouvernementales qui portent un intérêt particulier à la décolonisation. Les décisions adoptées par le Comité à ce sujet sont consignées au chapitre III du présent rapport.

H. Décisions concernant des conventions, études et programmes internationaux

1. État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

102. À sa 1398^e séance, le 5 février 1992, le Comité spécial, adoptant les propositions du Président concernant l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session une question intitulée "Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale" et de l'examiner en séance plénière et dans le cadre du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance lors de l'examen de la situation dans les territoires.

103. Le Comité spécial a continué au cours de l'année à suivre l'évolution de la situation dans les territoires, conformément aux dispositions de l'article 15 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (voir résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1965).

2. État de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid

104. Le Comité spécial a continué au cours de l'année à tenir compte des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 46/84 du 16 décembre 1991, pour l'examen de ces questions et a invité son Président à continuer à apporter au Secrétaire général toute l'assistance possible et la coopération nécessaire pour l'aider à s'acquitter de la tâche que lui avait confiée l'Assemblée en ce qui concerne l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

3. Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

105. Le Comité spécial a continué de tenir compte des résolutions des organes de l'ONU concernant la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, notamment la résolution 46/85 de l'Assemblée générale en date du 16 décembre 1991 et la résolution 1992/13 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 1992, ainsi que du rapport du Secrétaire général¹³, sur l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie.

106. Le Comité spécial a également tenu compte de la résolution 1992/8 de la Commission des droits de l'homme, en date du 21 février 1992, concernant l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie.

I. Récapitulation des travaux

107. Comme on l'a déjà noté dans le présent rapport, les réformes entreprises par le Comité spécial en 1991, qui ont permis d'apporter un certain nombre de modifications et d'améliorations à son approche et à ses méthodes et procédures, se sont poursuivies en 1992 avec le concours d'un groupe de travail à composition non limitée créé par le Comité à sa 1398^e séance, le 5 février 1992. Les mesures adoptées par le Comité en 1991 ont notamment consisté à regrouper et à refondre plusieurs de ses résolutions. Comme en 1991, les recommandations du Comité à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session ont été regroupées en une résolution unique portant sur 10 territoires (voir chap. X, par. 24 et 25, du présent rapport).

108. En outre, le Comité a examiné attentivement ses résolutions ayant trait aux questions ci-après : envoi de missions de visite dans les territoires (A/AC.109/1131); renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (A/AC.109/1130); application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/AC.109/1134); activités des intérêts étrangers économiques et autres (A/AC.109/1135); et activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration (A/AC.109/1136); et, le cas échéant, procédé aux modifications requises.

109. Comme il est indiqué au chapitre II du présent rapport, le Comité spécial a tenu à la Grenade un séminaire régional en application du Plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991.

110. Conformément au mandat que lui a conféré l'Assemblée générale, le Comité spécial a continué de rechercher les moyens appropriés d'appliquer la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée dans tous les territoires auxquels s'appliquait la Déclaration et formulé des propositions et recommandations précises à cette fin.

111. En ce qui concerne la publicité à donner aux travaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation, le Comité spécial a approuvé les conclusions et recommandations de son sous-comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, ainsi qu'il est indiqué au chapitre III du présent rapport.

112. Le Comité spécial a également continué d'examiner la question de la liste des territoires auxquels la Déclaration s'appliquait. En ce qui concerne sa décision du 15 août 1991 relative à Porto Rico, le Comité a décidé d'en reporter l'examen à sa session de 1993. Toutefois, conformément à la recommandation du Groupe de travail à composition non limitée approuvée par le Comité spécial à sa 1401e séance, le 1er juin, le Comité a entendu des représentants des organisations concernées.

113. Conformément aux directives de l'Assemblée générale, le Comité spécial a pu, au cours de l'année, réduire au maximum le nombre de ses séances officielles et limiter le gaspillage résultant de l'annulation de séances prévues.

J. Travaux futurs

114. Conformément au mandat que l'Assemblée générale lui a confié dans ses résolutions pertinentes et sous réserve de toutes autres directives qu'il pourrait recevoir de l'Assemblée lors de la quarante-septième session, le Comité spécial se propose, en 1993, de poursuivre ses efforts et de rechercher les meilleurs moyens d'appliquer la Déclaration à tous les territoires qui n'ont pas encore accédé à l'indépendance. En particulier, le Comité continuera de suivre les faits nouveaux susceptibles de survenir dans chacun de ces territoires ainsi que la façon dont tous les États, notamment les puissances administrantes, se conforment aux décisions et résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Sur la base de cet examen, le Comité soumettra des conclusions et recommandations quant aux mesures concrètes à prendre pour atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration et dans les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Le Comité a également l'intention de continuer à examiner la question de la liste des territoires auxquels la Déclaration s'appliquait.

115. Le Comité spécial continuera de faire des propositions concrètes susceptibles d'aider le Conseil de sécurité à étudier les mesures à prendre en vertu de la Charte, en ce qui concerne les faits nouveaux survenant dans les territoires coloniaux, qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales.

116. Le Comité spécial continuera à s'acquitter des responsabilités qui lui ont été confiées dans le cadre du Plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/181. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 78, un séminaire régional que le Comité doit organiser en 1993 dans la région du Pacifique pour examiner, en particulier, les questions relatives à la situation dans les territoires sous tutelle et non autonomes dans cette région figure au nombre des activités à entreprendre à cet égard.

117. Le Comité spécial continuera à accorder une attention particulière aux problèmes propres aux petits territoires insulaires qui constituent la vaste majorité des territoires qui n'ont toujours pas accédé à l'autonomie. Conscient du fait qu'outre les problèmes auxquels se heurtent généralement les pays en développement, ces territoires insulaires sont aussi handicapés par l'interaction de divers facteurs tels que la dimension, l'éloignement, la dispersion géographique, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, la fragilité des écosystèmes, les difficultés de transport et de communication, l'éloignement des marchés, l'exiguïté du marché intérieur, le manque de ressources naturelles, l'insuffisance des capacités technologiques, les difficultés extrêmes d'approvisionnement en eau douce, la dépendance à l'égard des importations et d'un petit nombre de produits de base, l'épuisement des ressources non renouvelables, la migration, notamment du personnel hautement qualifié, la pénurie de personnel d'administration et des charges financières élevées, le Comité spécial continuera de recommander des mesures tendant à promouvoir une croissance soutenue et équilibrée des économies fragiles de ces territoires et la fourniture d'une assistance accrue au développement de tous les secteurs de ces économies, l'accent étant mis en particulier sur les programmes de diversification. Ce faisant, le Comité continuera de tenir compte des recommandations des séminaires régionaux qu'il organise depuis 1990 (A/AC.109/1040 et Corr.1, A/AC.109/1043 et A/AC.109/1114).

118. Le Comité se propose de continuer de suivre de près la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Ce faisant, il examinera, comme par le passé, les mesures prises ou envisagées par les organisations internationales en application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Il tiendra, le cas échéant, de nouvelles consultations et prendra de nouveaux contacts avec ces organisations. Il tiendra également compte des résultats des consultations qui auront lieu en 1993 entre son président et le Président du Conseil économique et social dans le cadre des décisions pertinentes de l'Assemblée, du Conseil et du Comité lui-même. En outre, le Comité maintiendra des contacts étroits avec les secrétaires généraux et des hauts fonctionnaires des organisations régionales, telles que l'Organisation de l'unité africaine, l'Organisation des États américains, la Communauté des Caraïbes et le Forum du Pacifique Sud, en particulier des organisations situées dans la région des Caraïbes et du Pacifique où se trouve la majorité des territoires non autonomes restants. Ces contacts ont pour but de faciliter l'application effective des décisions des divers organes de l'ONU et de promouvoir la coopération entre les institutions spécialisées et ces organisations régionales dans leurs activités d'assistance aux territoires non autonomes dans les régions en question.

119. Le Comité spécial a l'intention de continuer à étudier la possibilité de prendre des mesures destinées à mettre fin aux activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration dans les territoires non autonomes, et de poursuivre son étude des activités militaires des puissances coloniales et des dispositions de caractère militaire prises par elles dans ces territoires.

120. Dans ses résolutions relatives aux territoires non autonomes, l'Assemblée générale a demandé à diverses reprises aux puissances administrantes de coopérer ou de continuer à coopérer avec le Comité spécial en invitant des missions de visite dans les territoires qu'elles administrent. Tenant compte du rôle constructif qu'ont joué ces missions dans le passé, le Comité continue d'accorder la plus haute importance à l'envoi de missions de visite, dans

lesquelles il voit un moyen d'obtenir des renseignements appropriés de première main sur la situation dans les territoires et sur les vœux et aspirations des populations concernant leur statut futur. En conséquence, le Comité continuera à rechercher la pleine coopération des puissances administrantes à cet égard.

121. Compte tenu du mandat qui lui avait été conféré en ce qui concerne le Sahara occidental et de la responsabilité principale qui lui incombait d'assurer l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale dans tous les territoires non autonomes, et conformément à la décision qu'il avait prise à sa 1397^e séance, le 23 août 1991, le Comité spécial pourrait envoyer une mission au Sahara occidental pendant la tenue du référendum dans ce territoire.

122. Compte tenu des vues exprimées par les représentants des territoires encore non autonomes au cours des séminaires régionaux organisés par le Comité spécial depuis 1990, ainsi que des recommandations énoncées dans le Plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme, le Comité continuera d'étudier, en coopération avec les puissances administrantes, de quelle manière il serait possible, dans les limites des ressources disponibles, de faire participer davantage les représentants de ces territoires aux travaux du Comité.

123. Compte tenu des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale relatives au plan des conférences et de l'expérience qu'il a acquise au cours des années précédentes ainsi que des tâches qui l'attendent en 1993, le Comité spécial a approuvé un programme provisoire de réunions pour 1993 qu'il recommande à l'Assemblée d'approuver.

124. Pour lui permettre de mener à bien les tâches envisagées pour 1993, le Comité spécial suggère que l'Assemblée générale, lors de l'examen de la question de l'application de la Déclaration à sa quarante-septième session, tienne compte des diverses recommandations qu'il a formulées dans les chapitres pertinents du présent rapport, et approuve notamment les propositions décrites dans la présente section. En outre, le Comité recommande que l'Assemblée exhorte à nouveau les puissances administrantes à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux vœux librement exprimés des populations des territoires intéressés. À cet égard, le Comité recommande que l'Assemblée prie à nouveau les puissances administrantes de coopérer ou de continuer à coopérer avec lui dans l'accomplissement de son mandat et, notamment, de participer activement aux travaux relatifs aux territoires placés sous leur administration. Rappelant que, de l'avis de l'Assemblée, associer directement les territoires non autonomes aux travaux de l'ONU et des institutions spécialisées constitue un moyen efficace de faire progresser les peuples de ces territoires vers une situation d'égalité avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Comité recommande également que l'Assemblée continue à inviter les puissances administrantes à autoriser des représentants des territoires intéressés à participer aux débats de la Quatrième Commission et du Comité spécial sur les questions concernant leurs territoires respectifs. En outre, l'Assemblée pourrait à nouveau engager tous les États, institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, à se conformer aux diverses demandes formulées dans ses résolutions pertinentes ou dans celles du Conseil de sécurité.

125. Le Comité spécial recommande que l'Assemblée générale, lorsqu'elle approuvera le programme de travail exposé ci-dessus, prévoie également les crédits nécessaires pour couvrir les activités que le Comité envisage pour 1993.

Il rappelle que les estimations présentées par le Secrétaire général dans le projet de budget-programme 1992-1993 en ce qui concerne le programme de travail ordinaire du Comité spécial durant ces deux années étaient basées sur le volume d'activités approuvé pour 1991, sans préjudice des décisions que prendrait l'Assemblée générale à ses quarante-sixième et quarante-septième sessions. Le Comité part donc du principe que l'Assemblée approuverait des crédits suffisants. Enfin, le Comité espère que le Secrétaire général continuera à mettre à sa disposition toutes les facilités et le personnel nécessaires à l'accomplissement de son mandat, compte tenu des diverses tâches que l'Assemblée lui a confiées et de celles qui pourraient découler de ses décisions de l'année en cours.

K. Conclusion de la session de 1992

126. À sa 1407e séance, le 28 juillet, le Comité spécial a décidé de demander au Rapporteur d'établir le présent rapport et de le soumettre directement à l'Assemblée générale, conformément à la pratique établie.

127. À la 1411e séance, le 7 août, le Président a fait une déclaration à l'occasion de la clôture de la session de 1992 du Comité spécial (A/AC.109/PV.1411).

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-septième session, Annexes, additif au point 25 de l'ordre du jour, document A/5238.

² Voir les rapports du Comité spécial présentés à l'Assemblée générale de sa dix-huitième à sa quarante-sixième session. Pour les plus récents, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 23 (A/45/23); et ibid., quarante-sixième session, Supplément No 23 (A/46/23).

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 23 (A/46/23).

⁴ Ibid., chap. I, sect. J.

⁵ Voir A/46/634/Rev.1.

⁶ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour, document A/46/250, par. 30.

⁷ Ibid., quarante-sixième session, Supplément No 23 (A/46/23), chap. I, par. 123.

⁸ Ibid., par. 56.

⁹ Pour l'explication de leur non-participation, voir documents A/47/86, A/42/651, annexe, et Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 23 (A/41/23), chap. I, par. 76 et 77.

¹⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 23 (A/46/23), chap. I, par. 88 et 89.

¹¹ S/24471.

¹² E/CN.4/Sub.2/1991/40/Rev.1.

¹³ E/1992/66.

Annexe

LISTE DES DOCUMENTS OFFICIELS PUBLIÉS PAR LE COMITÉ SPÉCIAL EN 1992

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
<u>Documents en distribution générale</u>		
A/AC.109/INF/30 et Add.1	Liste des délégations	23 avril 1992 29 juillet 1992
A/AC.109/1096	Lettre datée du 17 octobre 1991, adressée au Président par intérim du Comité spécial par le représentant de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies	20 janvier 1992
A/AC.109/1097	Îles Caïmanes (document de travail)	8 avril 1992
A/AC.109/1098	Pitcairn (document de travail)	31 mars 1992
A/AC.109/1099	Îles Turques et Caïques (document de travail)	6 avril 1992
A/AC.109/1100	Îles Vierges britanniques (document de travail)	6 avril 1992
A/AC.109/1101	Montserrat (document de travail)	7 avril 1992
A/AC.109/1102	Bermudes (document de travail)	30 avril 1992
A/AC.109/1103	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : Bermudes	8 juin 1992
A/AC.109/1104	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de	20 juillet 1992

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
	l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe : Bermudes	
A/AC.109/1105	Sainte-Hélène (document de travail)	5 mai 1992
A/AC.109/1106	Anguilla (document de travail)	11 mai 1992
A/AC.109/1107	Séminaire régional chargé d'examiner les besoins spéciaux en matière de développement des territoires insulaires, tenu dans le contexte de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme : directives et règlement intérieur	11 mai 1992
A/AC.109/1108	Samoa américaines (document de travail)	28 mai 1992
A/AC.109/1109	Îles Vierges américaines (document de travail)	18 mai 1992
A/AC.109/1110	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles... : îles Vierges américaines	13 juillet 1992
A/AC.109/1111	Guam (document de travail)	22 mai 1992
A/AC.109/1112*	Tokélaou (document de travail)	3 juin 1992

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/1113	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles ... : Guam	5 juin 1992
A/AC.109/1114	Rapport du Séminaire régional chargé d'examiner les besoins spéciaux en matière de développement des territoires insulaires, tenu dans le contexte de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme du 17 au 19 juin 1992 à Saint-Georges (Grenade)	6 juillet 1992
A/AC.109/1115	Timor oriental (document de travail)	17 juillet 1992
A/AC.109/1116	Gibraltar (document de travail)	21 juillet 1992
A/AC.109/1117	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : îles Caïmanes	13 juillet 1992
A/AC.109/1118	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : Montserrat	13 juillet 1992
A/AC.109/1119	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : Anguilla	13 juillet 1992
A/AC.109/1120	Nouvelle-Calédonie (document de travail)	24 juillet 1992
A/AC.109/1121	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies : rapport du Secrétaire général	16 juillet 1992
A/AC.109/1122 et Corr.1	Îles Falkland (Malvinas) (document de travail)	23 juillet 1992 29 juillet 1992

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/1123	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : îles Vierges américaines	17 juillet 1992
A/AC.109/1124	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : îles Turques et Caïques	22 juillet 1992
A/AC.109/1125	Sahara occidental (document de travail)	23 juillet 1992
A/AC.109/1126	Question du Timor oriental : lettre datée du 22 juillet 1992, adressée au Président du Comité spécial par le Chargé d'affaires de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies	22 juillet 1992
A/AC.109/1127	Question de Pitcairn : décision adoptée par le Comité spécial à sa 1407e séance, le 28 juillet 1992	29 juillet 1992
A/AC.109/1128	Question de Sainte-Hélène : décision adoptée par le Comité spécial à sa 1407e séance, le 28 juillet 1992	29 juillet 1992
A/AC.109/1129	Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou; résolution d'ensemble adoptée par le Comité spécial à sa 1407e séance, le 28 juillet 1992	30 juillet 1992

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/1130	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes ... : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1407 séance, le 28 juillet 1992	29 juillet 1992
A/AC.109/1131	Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1407e séance, le 28 juillet 1992	29 juillet 1992
A/AC.109/1132	Question des îles Falkland (Malvinas) : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1407e séance, le 29 juillet 1992	31 juillet 1992
A/AC.109/1133	Question de la Nouvelle-Calédonie : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1409e séance, le 30 juillet 1992	31 juillet 1992
A/AC.109/1134	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1411e séance, le 7 août 1992	7 août 1992
A/AC.109/1135	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la	10 août 1992

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
	discrimination raciale en Afrique australe : résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1411e séance, le 7 août 1992*	
A/AC.109/1136	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles ... : décision adoptée par le Comité spécial à sa 1411e séance, le 7 août 1992	7 août 1992

Documents en distribution limitée

A/AC.109/L.1774 et Add.1	Organisation des travaux : résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale – note du Secrétaire général	23 janvier 1992 22 juin 1992
A/AC.109/L.1775	Organisation des travaux : note du Président	30 janvier 1992
A/AC.109/L.1776	Rapport du Groupe de travail	29 mai 1992
A/AC.109/L.1777	Rapport du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance : Pitcairn	2 juillet 1992
A/AC.109/L.1778	Rapport du Sous-Comité ... : Sainte-Hélène	2 juillet 1992

* Voir le document A/46/961 et la décision 46/402 D de l'Assemblée générale en date du 14 septembre 1992.

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/L.1779	Rapport du Sous-Comité : Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Samoa américaines et Tokélaou	8 juillet 1992
A/AC.109/L.1780	Rapport du Sous-Comité ... : question de la diffusion d'informations sur la décolonisation	9 juillet 1992
A/AC.109/L.1781	Renseignements relatifs aux territoires non autonomes ... : projet de résolution présenté par le Président	16 juillet 1992
A/AC.109/L.1782	Rapport du Sous-Comité ... : examen des pétitions	17 juillet 1992
A/AC.109/L.1783	Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires : rapport du Président	20 juillet 1992
A/AC.109/L.1784	Question de l'envoi de missions de visite dans les territoires : projet de résolution présenté par le Président	17 juillet 1992
A/AC.109/L.1785	Application de la Déclaration ... par les institutions spécialisées ... : rapport du Président	21 juillet 1992
A/AC.109/L.1786	Question des îles Falkland (Malvinas) : projet de résolution	24 juillet 1992
A/AC.109/L.1787	Question de la Nouvelle-Calédonie : projet de résolution	28 juillet 1992

<u>Cote</u>	<u>Titre</u>	<u>Date</u>
A/AC.109/L.1788	Décision du Comité spécial concernant Porto Rico en date du 15 août 1991 rapport du Rapporteur	28 juillet 1992
A/AC.109/L.1789	Activités des intérêts étrangers, économiques et autres ... : projet de résolution présenté par le Président	29 juillet 1992
A/AC.109/L.1790	Application de la Déclaration ... par les institutions spécialisés ... : projet de résolution présenté par le Président	4 août 1992
A/AC.109/L.1791 et Corr.1	Quatre-vingt-dix-neuvième rapport du Groupe de travail	4 août 1992 10 août 1992
A/AC.109/L.1792	Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles ... : projet de décision présenté par le Président	5 août 1992

Chapitre II*

DÉCENNIE INTERNATIONALE DE L'ÉLIMINATION DU COLONIALISME

1. À sa quarante-sixième session, l'Assemblée générale, dans sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991, relative à la "Décennie internationale de l'élimination du colonialisme", a adopté les propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général en date du 13 décembre 1991 (A/46/634/Rev.1) en tant que plan d'action pour la Décennie. Dans le Plan d'action "visant à libérer le monde du colonialisme pour le début du XXIe siècle", l'Assemblée a notamment prié le Comité spécial

"d'organiser, durant la Décennie, des séminaires tour à tour dans les Caraïbes et dans le Pacifique ainsi qu'au Siège des Nations Unies, pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action, avec la participation des peuples des territoires non autonomes, de leurs représentants élus, des puissances administrantes, des États Membres, des organisations régionales, des institutions spécialisées, d'organisations non gouvernementales et d'experts".

2. À ses 1398e et 1399e séances, les 5 février et 4 mars respectivement, le Comité spécial a examiné la question de la tenue d'un séminaire régional en 1992 et, à l'issue de longues consultations, a décidé que son premier séminaire dans le contexte du Plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme aurait lieu dans les Caraïbes.

3. À sa 1399e séance, le Comité spécial a décidé à l'unanimité d'accepter l'offre que lui avait faite le Gouvernement grenadin d'accueillir ce séminaire.

4. Comme le précisaient les directives et le règlement intérieur du Séminaire (A/AC/109/1107), celui-ci avait pour principal objectif d'examiner la situation économique et sociale dans les territoires non autonomes de la région des Caraïbes et de recenser les domaines dans lesquels la communauté internationale pourrait accroître sa participation à l'exécution de programmes d'aide et de développement et adopter une approche intégrée en vue d'assurer le développement viable et durable des territoires concernés.

5. Le Séminaire a eu lieu à Saint-Georges du 17 au 19 juin 1992. Il était présidé par le Représentant permanent de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président du Comité spécial, M. Renagi Renagi Lohia. Y ont participé les membres suivants du Comité spécial : Bulgarie, Cuba, Fidji, Mali, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago et Tunisie.

6. Les représentants dont les noms suivent ont été nommés membres du bureau : M. Alexander Slaby (Tchécoslovaquie) et M. Amor Ardhaoui (Tunisie), en qualité de vice-présidents; Mme Margaret A. King-Rousseau (Trinité-et-Tobago), Rapporteur; et M. Charles S. Flemming (Sainte-Lucie), Président du Comité de rédaction. Ce comité était ouvert à tous.

7. Ont également assisté au Séminaire des représentants des territoires non autonomes des Caraïbes (Bermudes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques et Montserrat), des représentants d'organismes des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales,

* Publié précédemment dans le document A/47/23 (Partie I).

d'institutions spécialisées, d'organisations régionales et d'organisations non gouvernementales, des invités spéciaux et des experts. Le Gouvernement hôte était représenté par le sénateur Tillman Thomas, Ministre au Ministère des finances et M. Denis Noel, Secrétaire parlementaire au Ministère des affaires extérieures.

8. Les participants au Séminaire ont examiné toute une série de questions économiques et sociales ayant trait à la situation particulière des petits territoires insulaires et formulé un ensemble de recommandations.

9. Un compte rendu détaillé de l'organisation et des travaux du Séminaire ainsi qu'un résumé des débats et des recommandations figurent dans le rapport établi par son rapporteur (A/AC.109/1114), qui contient également une indication des thèmes abordés et la liste des participants.

10. À la 1402e séance du Comité spécial, le 20 juillet, le rapporteur du Séminaire a présenté le rapport et indiqué oralement les modifications à y apporter (voir A/AC.109/PV.1402).

11. À la même séance, après avoir entendu une déclaration du Président sur les recommandations du Séminaire (ibid.), le Comité spécial a adopté, sans opposition, le rapport du Séminaire (A/AC.109/1114).

Chapitre III*

DIFFUSION D'INFORMATIONS SUR LA DÉCOLONISATION

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, en approuvant les suggestions du Président relatives à l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), le Comité spécial a décidé notamment de maintenir le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance et de lui renvoyer certaines questions. Il a décidé en outre d'examiner la question de la diffusion d'informations sur la décolonisation, selon qu'il conviendra, à ses séances plénières et en sous-comité.

2. Le Comité spécial a examiné cette question à sa 1402e séance, le 20 juillet.

3. Pour l'examen de la question, le Comité a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, notamment de la résolution 46/72 du 11 décembre 1991 relative à la diffusion d'informations sur la décolonisation, et de la résolution 46/74 en date du même jour, relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le Comité a également tenu compte des résolutions 40/56 en date du 2 décembre 1985 et 45/33 en date du 20 novembre 1990 de l'Assemblée, concernant respectivement les vingt-cinquième et trentième anniversaires de la Déclaration.

4. Sur la base de la recommandation faite par le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance à sa 646e séance, le 19 mai, M. J. A. González-González a fait une déclaration à la même séance (communiqué de presse GA/COL/2837).

5. À la 1402e séance, le 20 juillet, le Rapporteur du Sous-Comité, dans une déclaration au Comité spécial (voir A/AC.109/PV.1402), a présenté le rapport du Sous-Comité (A/AC.109/L.1402), qui portait sur les consultations avec les représentants du Département de l'information et du Département des affaires politiques du Secrétariat; et sur la semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux, ainsi que de l'Afrique du Sud, qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme (25-29 mai 1992).

6. À la même séance, le Comité spécial a adopté le rapport du Sous-Comité (ibid.) et fait siennes les conclusions et recommandations qui y figurent (voir par. 8).

7. Toujours à la même séance, le Rapporteur a présenté le rapport du Sous-Comité relatif à l'examen des pétitions (A/AC.109/L.1782), dont le Comité a pris note (voir aussi chap. X du présent rapport).

B. Décision du Comité spécial

8. Le rapport du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance (A/AC.109/L.1780), adopté par le Comité spécial

* Précédemment publié dans le document A/47/23 (Partie II).

à sa 1402e séance, le 20 juillet (voir par. 6), contenait les conclusions et recommandations ci-après :

1) Le Comité spécial réaffirme qu'il est important de diffuser aussi largement que possible des informations exactes se rapportant à la décolonisation pour hâter la réalisation des buts et la mise en oeuvre des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960) et mobiliser l'opinion publique mondiale afin qu'elle soutienne les peuples des territoires coloniaux pour parvenir à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance.

2) Le Comité spécial réaffirme l'importance qu'il attache aux travaux du Département des affaires politiques. Il engage instamment le Département à continuer à s'acquitter de ses obligations en ce qui concerne tous les territoires dont s'occupe le Comité.

3) Tout en notant que le Département de l'information participe activement aux travaux du Comité spécial et s'attache à produire et à diffuser des informations se rapportant à la décolonisation, à suivre les réactions des centres d'information des Nations Unies et à faire rapport à ce sujet, le Comité spécial prie le Département de :

a) Continuer d'intensifier, par tous les moyens dont il dispose, ses activités d'information se rapportant à la décolonisation, se fondant pour cela sur la Charte des Nations Unies; sur la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; sur le Plan d'action pour l'application intégrale de cette déclaration, contenu dans l'annexe à la résolution 35/118 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1980; sur l'ordre du jour du Comité spécial; et sur toutes les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale et des autres organes de l'ONU qui s'occupent des questions se rapportant à la décolonisation;

b) Souligner dans toutes ses activités que, malgré les progrès considérables accomplis dans le processus de décolonisation, le colonialisme n'a pas encore été complètement éliminé et qu'il faudrait accorder aux activités de l'ONU dans ce domaine un rang de priorité élevé jusqu'à ce que tous les objectifs de la Déclaration aient été atteints;

c) Continuer à diffuser des informations sur tous les territoires coloniaux restants dont s'occupe le Comité spécial et en particulier sur toutes les bases ou installations militaires existant dans ces territoires;

d) Diffuser plus largement, en particulier par l'intermédiaire des organisations parlementaires, des organisations non gouvernementales, des médias et des universités, le texte des résolutions et décisions de l'ONU sur la décolonisation, notamment celles du Comité spécial, ainsi que les autres documents de fond se rapportant à la décolonisation, et les diffuser notamment par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, dans les langues vernaculaires le cas échéant, en particulier dans les régions où existent encore des territoires non autonomes, et dans les pays qui sont des puissances administrantes;

e) Diffuser ou continuer de diffuser des informations dans les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, notamment en français, qui est l'une des deux langues de travail de l'Organisation;

f) Continuer de renforcer sa coopération avec le Pool des agences de presse des pays non alignés en lui fournissant régulièrement une gamme étendue de matériels publicitaires et des informations sur les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la décolonisation;

g) Continuer à diffuser les matériaux d'information sur la décolonisation établis par le Mouvement des pays non alignés;

h) Adopter des mesures en vue de rendre intégralement compte dans les communiqués de presse en anglais et en français de toutes les activités des organes de l'ONU qui s'occupent des questions se rapportant à la décolonisation;

i) Continuer à fournir des matériaux d'information sur la décolonisation à tous les centres d'information des Nations Unies, notamment des matériaux permettant d'organiser des expositions en dehors du Siège de l'ONU; une assistance accrue devrait également leur être fournie dans toutes les activités qu'ils mènent dans ce domaine;

j) Produire, en coopération avec le Comité spécial, de nouveaux matériaux visuels sur les problèmes de la décolonisation;

k) Tirer parti de la documentation issue de la participation des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies au processus de décolonisation, et diffuser cette documentation par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies, selon qu'il conviendra.

4) Le Comité spécial prie le Département de l'information de lui rendre compte des activités des centres d'information des Nations Unies concernant la diffusion de l'information dans le domaine de la décolonisation et, en particulier, de la façon dont ces centres auront célébré en 1992 la Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux ainsi que de l'Afrique du Sud, qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme.

5) Le Comité spécial prie le Département de l'information de poursuivre ses efforts pour que les organes chargés de l'information traitent mieux la question de la décolonisation dans toutes les régions du monde.

6) Le Comité spécial prie le Département de l'information, agissant en coopération avec le Département des affaires politiques, d'augmenter le nombre des conférences qu'il donne sur le thème de la décolonisation dans les universités et de rendre compte au Sous-Comité des résultats obtenus.

7) Le Comité spécial prie le Département de l'information et le Département des affaires politiques de continuer à tenir compte du rôle important que jouent les organisations non gouvernementales dans le processus de décolonisation et dans la diffusion d'informations sur la situation dans tous les territoires coloniaux restants dont s'occupe le Comité. Le Comité demande aussi aux deux départements de coopérer plus étroitement encore avec les organisations non gouvernementales pour diffuser des informations sur la décolonisation, particulièrement en organisant des réunions d'information et en distribuant des publications sur le processus de décolonisation.

8) Le Comité spécial invite les médias à se faire un devoir de contribuer à l'élimination des dernières manifestations du colonialisme en diffusant des

informations sur les questions se rapportant à la décolonisation et de soutenir les peuples des pays coloniaux.

C. Autres décisions du Comité spécial

9. Au cours de l'année, le Comité spécial a également pris les décisions ci-après concernant la diffusion d'informations dans le cadre d'autres points de son ordre du jour :

a) Dans une résolution concernant les activités économiques étrangères dans les territoires coloniaux, qu'il a adoptée à sa 1411e séance, le 7 août (voir A/AC.109/1135 et chap. V du présent rapport), le Comité a, entre autres, prié le Secrétaire général de continuer, par tous les moyens à sa disposition, d'informer l'opinion publique mondiale des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui entravent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Le Comité a aussi lancé un appel aux médias, aux syndicats, aux organisations non gouvernementales et aux particuliers pour qu'ils poursuivent leurs efforts en faveur de l'application intégrale de la Déclaration, de la lutte contre l'apartheid et de la mobilisation de l'opinion publique mondiale contre la politique poursuivie par le régime d'apartheid sud-africain, et s'opposent au relâchement des mesures prises contre ce régime afin d'accélérer l'évolution constitutionnelle vers une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale;

b) Dans une décision sur les activités militaires dans les territoires coloniaux qu'il a adoptée à la même séance (voir A/AC.109/1136 et chap. VI du présent rapport), le Comité a prié le Secrétaire général de continuer, par tous les moyens à sa disposition, d'informer l'opinion publique mondiale des faits relatifs aux activités militaires et aux dispositions de caractère militaire qui, dans les territoires coloniaux, font obstacle à l'application de la Déclaration.

Chapitre IV*

QUESTION DE L'ENVOI DE MISSIONS DE VISITE DANS LES TERRITOIRES

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, le Comité spécial, en approuvant les suggestions du Président relatives à l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), a décidé d'examiner à part en séance plénière la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires et, le cas échéant, de la faire examiner par son Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, dans le cadre de l'examen de la situation de tel ou tel territoire.
2. Le Comité spécial a examiné la question à ses 1401e, 1403e et 1407e séances, entre le 1er juin et le 28 juillet.
3. Ce faisant, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, y compris en particulier celles de sa résolution 46/71 du 11 décembre 1991, concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que de sa résolution 46/68 et de sa décision 46/422 de même date relatives à des territoires déterminés. Le Comité a également tenu compte des résolutions 40/56 du 2 décembre 1985 et 45/33 du 20 novembre 1990, relatives, respectivement, aux vingt-cinquième et trentième anniversaires de la Déclaration.
4. Pour l'examen de cette question, le Comité spécial était saisi du rapport du Président (A/AC.109/L.1783) portant sur les consultations auxquelles il avait procédé avec les représentants des puissances administrantes, conformément au paragraphe 4 de la résolution adoptée par le Comité à sa 1387e séance, le 9 août 1991¹. Dans son rapport, le Président a notamment déclaré qu'il avait demandé aux puissances administrantes de continuer de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies en autorisant des missions de visite à se rendre dans les territoires placés sous leur administration en tant que moyen d'obtenir des informations de première main sur ces territoires et de déterminer les vœux et aspirations des populations de ces territoires quant à leur statut futur. Il avait cru comprendre, à la suite de l'échange de vues qui avait eu lieu au séminaire régional tenu à la Grenade (voir chap. III du présent rapport), que les gouvernements de certains territoires s'étaient déclarés prêts à accueillir ces missions.
5. Le Président a signalé qu'il avait saisi cette occasion de rendre hommage aux puissances administrantes intéressées pour avoir facilité la participation au séminaire de la Grenade d'un certain nombre de représentants des territoires non autonomes. Celle-ci a été très précieuse pour le séminaire et les informations qu'ils ont fournies au Comité spécial lui seraient très utiles lorsqu'il reprendrait l'examen de la situation de ces territoires.
6. Par ailleurs, le Président a signalé qu'il avait fait part aux puissances administrantes des progrès accomplis dans l'application des réformes que le Comité spécial avait lancées pour améliorer l'efficacité de ses travaux et ses

* Publié précédemment dans le document A/47/23 (Partie II).

méthodes de travail afin de s'acquitter de son mandat, et leur a demandé de collaborer avec lui dans ce domaine.

7. Le Président a noté avec satisfaction qu'un certain nombre de puissances administrantes s'étaient à nouveau déclarées disposées à continuer de fournir toutes informations pertinentes sur les territoires placés sous leurs administrations respectives, de participer aux travaux du Comité spécial et de recevoir des missions de visite dans les territoires placés sous leur administration, selon que de besoin et sur la base des consultations qui se tiendraient ultérieurement.

8. À cet égard, le Président a indiqué qu'il avait appris de l'une des puissances administrantes que les dirigeants du territoire placé sous son administration étudiaient la possibilité d'une nouvelle mission de visite dans ce territoire.

9. Le Président a relevé que la représentante d'une autre puissance administrante a déclaré qu'en ce qui concerne les missions de visite, son gouvernement avait toujours fait preuve de bonne volonté pour autant que l'on se conformait aux méthodes et à la pratique établies, et qu'il convenait de déterminer à l'avance et pour chaque mission de visite les objectifs poursuivis, l'utilité qu'elle pouvait présenter et les avantages que l'on pourrait en retirer. Son gouvernement pourrait reconsidérer sa position sur sa participation aux travaux du Comité spécial et la question des missions de visite si les réformes que celui-ci avait lancées s'avéraient constructives et donnaient de bons résultats. Son gouvernement espérait que ces réformes trouveraient un écho dans les recommandations que le Comité présenterait à l'Assemblée générale, ce qui pourrait inciter son gouvernement à réévaluer sa politique actuelle. L'instauration de relations fructueuses entre le Comité et la puissance administrante était considérée comme un préalable à l'envoi de missions de visite.

10. Le Président a signalé qu'à la suite de ses consultations, le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies lui avait adressé le 16 juillet 1992 une lettre ainsi conçue :

"Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord prend au sérieux les obligations qu'il a contractées envers ses territoires dépendants en vertu du Chapitre XI de la Charte. Aux termes de l'alinéa e de l'Article 73, il communique régulièrement à la Quatrième Commission des renseignements sur la situation dans les territoires dépendants. Notre position relative au Comité spécial est connue de tous. Nous ne voyons donc aucune raison pour que le Comité spécial envoie des missions de visite dans nos territoires dépendants."

11. Pour l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte des conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa 1401e séance, le 1er juin (A/AC.109/L.1776; voir aussi chap. I, par. 30 à 39 du présent rapport).

12. À la 1403e séance du Comité, le 22 juillet, le Président a appelé l'attention sur son rapport sur la question (A/AC.109/1783), et sur le projet de résolution y relatif, dont il était l'auteur (A/AC.109/L.1784).

13. À la 1407e séance, le 28 juillet, le Comité spécial a adopté sans opposition le projet de résolution (voir par. 17).

14. Le 6 août, le texte de la résolution (A/AC.109/1131) a été communiqué aux représentants des puissances administrantes intéressées pour qu'ils le portent à l'attention de leurs gouvernements respectifs.

15. Outre que le Comité spécial a examiné la question en séance plénière, comme il est indiqué ci-après, le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, lorsqu'il a examiné la situation dans les territoires dont l'examen lui avait été confié, a tenu compte des dispositions pertinentes des résolutions et décisions de l'Assemblée générale mentionnées au paragraphe 3, ainsi que des décisions antérieures du Comité sur la question.

16. En approuvant les rapports pertinents du Sous-Comité, le Comité spécial a entériné un certain nombre de conclusions et de recommandations concernant l'envoi de missions de visite dans les territoires, comme on pourra le voir au chapitre X du présent rapport concernant Anguilla, les Bermudes, les îles Caïmanes, Montserrat, Sainte-Hélène, les Tokélaou, les îles Turques et Caïques, les îles Vierges britanniques, Guam, les Samoa américaines et les îles Vierges américaines.

B. Décision du Comité spécial

17. Le texte de la résolution (ibid.) adoptée par le Comité spécial à sa 1407^e séance, le 28 juillet 1992, dont il est question au paragraphe 13, est reproduit ci-après :

Le Comité spécial,

Ayant examiné la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires,

Ayant examiné le rapport du Président sur la question²,

Rappelant les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial demandant aux puissances administrantes de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies en autorisant des missions de visite à se rendre dans les territoires placés sous leur administration,

Ayant conscience que les missions de visite des Nations Unies sont un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires en question et de déterminer les vœux et aspirations de leurs populations en ce qui concerne leur statut futur,

Sachant que les missions de visite des Nations Unies mettent l'Organisation des Nations Unies mieux en mesure d'aider les populations des territoires coloniaux à atteindre les objectifs fixés par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, et par d'autres résolutions pertinentes de l'Assemblée,

Constatant avec regret que certaines puissances administrantes ne participent pas aux travaux du Comité spécial,

1. Souligne la nécessité d'envoyer régulièrement des missions de visite dans les territoires coloniaux en vue de faciliter l'application intégrale, rapide et efficace de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en ce qui concerne ces territoires;

2. Engage les puissances administrantes à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies ou à continuer de le faire en autorisant des missions de visite des Nations Unies à se rendre dans les territoires placés sous leur administration;

3. Continue à engager les puissances administrantes qui ne participent pas aux travaux du Comité spécial à reconsidérer leur décision et à prendre une part active à ses travaux;

4. Prie son président de poursuivre ses consultations avec les puissances administrantes intéressées en ce qui concerne l'application du paragraphe 2 de la présente résolution et d'en rendre compte selon qu'il conviendra au Comité spécial.

Notes

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 23 (A/46/23), chap. III, par. 15.

² A/AC.109/L.1783.

Chapitre V*

ACTIVITÉS DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS ÉCONOMIQUES ET AUTRES, QUI
FONT OBSTACLE À L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI
DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX DANS LES
TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX
EFFORTS TENDANT À ÉLIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET
LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, lorsqu'il a adopté les propositions présentées par son Président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), le Comité spécial a notamment décidé d'examiner en séance plénière, en tant que point distinct, la question des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration dans les territoires se trouvant sous domination coloniale et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe.
2. Le Comité spécial a examiné la question à ses 1401e, 1403e, 1406e à 1408e et 1411e séances, entre le 1er juin et le 7 août 1992. À sa 1411e séance, le 7 août, le Comité a décidé de modifier l'intitulé de ce point, en anglais (voir par. 9).
3. Lors de l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier de la résolution 46/64 du 11 décembre 1992, relative aux activités économiques étrangères dans les territoires coloniaux; des dispositions pertinentes des résolutions 40/56 du 2 décembre 1985 et 45/33 du 20 novembre 1990, relatives, respectivement, au vingt-cinquième et au trentième anniversaire de la Déclaration; et de la résolution 46/71 du 11 décembre 1991, relative à l'application de la Déclaration. Il a aussi tenu compte des documents pertinents des autres organismes intergouvernementaux concernés, dont il est fait mention au septième alinéa du préambule de la résolution qu'il a adoptée le 7 août (voir par. 14 et 15).
4. Le Comité spécial était saisi de documents de travail établis par le Secrétariat, présentant des renseignements sur la situation économique, eu égard en particulier aux intérêts étrangers, aux Bermudes (A/AC.109/1104), dans les îles Caïmanes (A/AC.109/1117), à Montserrat (A/AC.109/1118), à Anguilla (A/AC.109/1119), dans les îles Vierges américaines (A/AC.109/1123) et dans les îles Turques et Caïques (A/AC.109/1124).
5. Lors de l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte des conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa 1401e séance, le 1er juin (A/AC.109/L.1776 – voir également chap. I, par. 30 à 39, du présent rapport).
6. À sa 1406e séance, le 28 juillet, le Comité a fait droit à la demande d'audition de M. J. A. González-González, lequel a pris la parole à la 1407e séance, le même jour (voir A/AC.109/PV.1407).

* Publié précédemment dans le document A/47/23 (Partie III).

7. À la 1408e séance, le 29 juillet, le représentant de Fidji a fait une déclaration lors du débat général (A/AC.109/PV.1408).

8. À la 1411e séance, le 7 août, le Président a appelé l'attention du Comité spécial sur le projet de résolution A/AC.109/L.1789 qui lui avait été présenté à l'issue de consultations avec des membres du Comité.

9. À la même séance, sur proposition du Président, le Comité spécial a décidé de remanier l'intitulé en anglais de ce point de sorte qu'il se lise comme suit : "Activities of those foreign economic and other interests which impede the implementation of the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples in Territories under colonial domination and efforts to eliminate colonialism, apartheid and racial discrimination in Southern Africa", et d'en informer le Président de l'Assemblée générale afin que cette dernière prenne les mesures qui s'imposent.

10. Le 12 août 1992, le Président du Comité spécial en a informé le Président de l'Assemblée générale et l'a prié d'appeler là-dessus l'attention de l'Assemblée afin qu'il en soit tenu compte lors de l'établissement de l'ordre du jour de la quarante-septième session (A/46/961; voir également la décision 46/402 D de l'Assemblée générale).

11. À la 1411e séance, le 7 août, après les explications de vote faites par les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Fédération de Russie et de la Bulgarie (voir A/AC.109/PV.1411), le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1789 par 17 voix contre 3, avec une abstention. Les représentants de la Tchécoslovaquie et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations pour expliquer leur vote (ibid.).

12. À la même séance, le représentant de la Sierra Leone, au nom du Groupe des États africains, a fait une déclaration concernant le projet de résolution (ibid.).

13. Le 13 août, le texte de cette résolution (A/AC.109/1135) a été communiqué à tous les États, aux institutions spécialisées et aux autres organisations du système des Nations Unies, ainsi qu'à l'Organisation de l'unité africaine.

B. Décision du Comité spécial

14. On trouvera dans la section C, sous forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale, le texte de la résolution (ibid.) adoptée par le Comité à sa 1411e séance, le 7 août 1992 (voir par. 11).

C. Recommandation du Comité spécial

15. Conformément aux décisions prises à ses 1398e et 1407e séances, le 5 février et le 28 juillet 1992 respectivement, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans tous les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux dans les territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe",

Ayant examiné le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait à la question¹,

Rappelant sa résolution 1514 (XV), en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes ses autres résolutions relatives à la question, notamment la résolution 46/181 du 19 décembre 1991, appuyant le Plan d'action de la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme²,

Réaffirmant l'obligation solennelle qu'ont les puissances administrantes, en vertu de la Charte des Nations Unies, d'encourager le progrès politique, économique et social ainsi que le développement de l'instruction des habitants des territoires qu'elles administrent et de protéger les ressources humaines et naturelles de ces territoires contre les abus,

Réaffirmant également que toute activité économique ou autre qui entrave l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et fait obstacle aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique du Sud et dans les territoires coloniaux constitue une violation directe des droits des habitants ainsi que des principes de la Charte et de toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Gravement préoccupée par les activités des intérêts étrangers économiques, financiers et autres, qui continuent à exploiter les ressources naturelles qui sont le patrimoine des populations autochtones des territoires coloniaux ou non autonomes des Caraïbes, du Pacifique et d'autres régions, ainsi que leurs ressources humaines, au détriment des intérêts de ces populations, empêchant ainsi celles-ci d'exercer leur droit sur les ressources de leurs territoires et de réaliser leurs aspirations légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés et des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Gravement préoccupée de constater que certains pays, certaines sociétés transnationales et certaines institutions financières internationales ont maintenu leurs relations économiques avec l'Afrique du Sud,

Considérant que l'imposition de sanctions internationales a joué un rôle crucial et décisif en exerçant les pressions nécessaires sur le régime sud-africain pour l'amener à prendre des mesures substantielles en vue de l'élimination de l'apartheid,

1. Approuve le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait à cette question¹;

2. Réaffirme le droit inaliénable des peuples des territoires coloniaux ou non autonomes à l'autodétermination, à l'indépendance et à la jouissance des ressources naturelles de leurs territoires, ainsi que leur droit de disposer de ces ressources au mieux de leurs intérêts;

3. Déclare de nouveau que toute puissance administrante ou occupante qui prive les peuples coloniaux de l'exercice de leurs droits légitimes sur leurs ressources naturelles ou subordonne les droits et intérêts de ces peuples à des intérêts économiques et financiers étrangers viole les obligations solennelles qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies;

4. Réaffirme la préoccupation que lui inspirent les activités des intérêts étrangers économiques, financiers et autres, qui continuent à exploiter les ressources naturelles qui sont le patrimoine des populations autochtones des territoires coloniaux ou non autonomes des Caraïbes, du Pacifique et d'autres régions, ainsi que leurs ressources humaines, au détriment des intérêts de ces populations, empêchant ainsi celles-ci d'exercer leur droit sur les ressources de leurs territoires et de réaliser leurs aspirations légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance;

5. Condamne les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, dans les territoires coloniaux qui entravent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux contenue dans sa résolution 1514 (XV), et les efforts visant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale;

6. Condamne énergiquement la collaboration que prêtent au régime d'Afrique du Sud certains pays et les sociétés transnationales qui continuent à faire de nouveaux investissements en Afrique du Sud et à fournir au régime raciste des armes, de la technologie nucléaire et tout autre matériel de nature à étayer ce régime et à aggraver de ce fait la menace contre la paix dans la région;

7. Demande à tous les États de maintenir les mesures existantes contre le régime d'apartheid comme spécifié dans la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, qui figure en annexe à sa résolution S-16/1, en date du 14 décembre 1989;

8. Demande de nouveau à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre, conformément aux dispositions pertinentes de sa résolution 2621 (XXV) du 12 octobre 1970, des mesures législatives, administratives ou autres à l'égard de ceux de leurs ressortissants et des personnes morales

relevant de leur juridiction qui possèdent ou exploitent dans les territoires coloniaux des entreprises préjudiciables aux intérêts des habitants de ces territoires, en vue de mettre fin aux activités de ces entreprises et d'empêcher de nouveaux investissements contraires aux intérêts des habitants de ces territoires;

9. Demande aux pays producteurs et exportateurs de pétrole qui ne l'ont pas encore fait de prendre des mesures efficaces contre les compagnies pétrolières concernées de façon à mettre fin à l'approvisionnement du régime raciste d'Afrique du Sud en pétrole brut et produits pétroliers;

10. Déclare de nouveau que l'exploitation et le pillage des ressources marines et autres ressources naturelles des territoires coloniaux ou non autonomes par des intérêts économiques étrangers, en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, compromettent gravement l'intégrité et la prospérité de ces territoires;

11. Invite tous les gouvernements et tous les organismes des Nations Unies à prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que la souveraineté permanente des populations des territoires coloniaux ou non autonomes sur leurs ressources naturelles soit pleinement respectée et sauvegardée;

12. Prie instamment les puissances administrantes intéressées de prendre des mesures efficaces pour protéger et garantir le droit inaliénable des populations des territoires coloniaux ou non autonomes sur leurs ressources naturelles, ainsi que leur droit d'établir et de conserver leur autorité sur l'exploitation ultérieure de ces ressources, et demande aux puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits à la propriété des populations de ces territoires;

13. Demande aux puissances administrantes intéressées de veiller à ce qu'il n'existe pas de régimes de salaires ou de conditions de travail discriminatoires et injustes dans les territoires placés sous leur administration et d'appliquer dans chaque territoire, à tous les habitants sans discrimination, un régime uniforme de salaires;

14. Prie le Secrétaire général de continuer à mettre en oeuvre tous les moyens dont il dispose pour informer l'opinion publique mondiale des activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui entravent l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

15. Lance un appel aux médias, aux syndicats et aux organisations non gouvernementales, ainsi qu'aux particuliers, pour qu'ils poursuivent leurs efforts en faveur de la pleine application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et dans la lutte contre l'apartheid et la mobilisation de l'opinion publique mondiale contre la politique suivie par le régime d'apartheid sud-africain et qu'ils s'opposent au relâchement des mesures déjà prises contre ce régime, afin d'accélérer l'évolution constitutionnelle vers une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale;

16. Décide de continuer à surveiller attentivement la situation dans les territoires coloniaux ou non autonomes pour s'assurer que toutes les activités économiques menées dans ces territoires visent à renforcer et à diversifier leurs économies, dans l'intérêt des populations autochtones, et à promouvoir la viabilité économique et financière de ces territoires, de manière à faciliter et

à accélérer l'exercice par les populations de ces territoires de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

17. Prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de cette question et de lui rendre compte à ce sujet lors de sa quarante-huitième session.

Notes

¹ Le présent chapitre.

² Voir le document A/46/634/Rev.1.

Chapitre VI*

ACTIVITÉS MILITAIRES DES PUISSANCES COLONIALES ET DISPOSITIONS DE CARACTÈRE MILITAIRE PRISES PAR ELLES DANS LES TERRITOIRES SOUS LEUR ADMINISTRATION ET QUI POURRAIENT ENTRAVER L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, lorsqu'il a adopté les propositions du Président relatives à l'organisation des travaux (A/AC.109/L.1775), le Comité spécial a notamment décidé d'examiner, en séance plénière, en tant que point distinct, la question des activités militaires des puissances coloniales et des dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration.
2. Lors de l'examen de la question, le Comité spécial a examiné la question à ses 1401e, 1403e, 1408e et 1411e séances, entre le 1er juin et le 7 août 1992.
3. Ce faisant, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et, en particulier, de la résolution 46/71 du 11 décembre 1991. Au paragraphe 10 de cette résolution, l'Assemblée demandait aux puissances coloniales "de mettre fin à toute activité militaire dans les territoires qu'elles administrent et d'en éliminer les bases militaires conformément aux résolutions qu'elle a adoptées en la matière", et les engageait à "ne pas associer ces territoires à des activités offensives ou à des actes d'ingérence dirigés contre d'autres États". Le Comité a aussi tenu compte de la décision 46/419 du 11 décembre 1991, par laquelle, au paragraphe 14, l'Assemblée le priait "de poursuivre l'examen de cette question et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-septième session", ainsi que des dispositions pertinentes des résolutions 40/56 du 2 décembre 1985 et 45/33 du 20 novembre 1990, relatives, respectivement, aux vingt-cinquième et trentième anniversaires de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
4. Le Comité spécial était saisi de documents de travail établis par le Secrétariat, contenant des renseignements sur les activités militaires et les dispositions de caractère militaire aux Bermudes (A/AC.109/1103), dans les îles Vierges américaines (A/AC.109/1110) et à Guam (A/AC.109/1113).
5. Lors de l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte des conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa 1401e séance, le 1er juin (A/AC.109/L.1776 – voir également chap. I, par. 30 à 39, du présent rapport).
6. À la 1408e séance du Comité spécial, le 29 juillet, le représentant de Fidji a fait une déclaration lors du débat général (voir A/AC.109/PV.1408).
7. À la 1411e séance, le 7 août, le Président a appelé l'attention du Comité spécial sur le projet de décision A/AC.109/L.1792 qui lui avait été présenté à l'issue de consultations avec des membres du Comité.

* Publié précédemment dans le document A/47/23 (Partie III).

8. À la même séance, après les explications de vote faites par les représentants de la Côte d'Ivoire, de la Fédération de Russie et de la Bulgarie (A/AC.109/PV.1411), le Comité spécial a adopté le projet de décision A/AC.109/L.1792 par 17 voix contre 3, avec une abstention. Les représentants de la Tchécoslovaquie et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations pour expliquer leur vote (ibid.).

9. Toujours à la même séance, le représentant de la Sierra Leone, au nom du Groupe des États africains, a fait une déclaration concernant le projet de décision (ibid.).

10. Les 13 et 19 août, le texte de cette décision (A/AC.109/1136) a été communiqué à tous les États, aux institutions spécialisées et aux autres organisations du système des Nations Unies, ainsi qu'à l'Organisation de l'unité africaine.

B. Décision du Comité spécial

11. On trouvera dans la section C ci-après, sous la forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale, le texte de la décision (ibid.), adoptée par le Comité à sa 1411e séance, le 7 août 1992 (voir par. 8).

C. Recommandation du Comité spécial

12. Conformément aux décisions prises à ses 1398e et 1407e séances, le 5 février et le 28 juillet 1992 respectivement, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Activités militaires des puissances coloniales et dispositions
de caractère militaire prises par elles dans les territoires
sous leur administration et qui pourraient entraver
l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance
aux pays et aux peuples coloniaux

1. L'Assemblée générale, ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question à l'ordre du jour du Comité spécial intitulé "Activités militaires des puissances coloniales et dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires sous leur administration, et qui pourraient entraver l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux"¹, et rappelant sa résolution 1514 (XV), en date du 14 décembre 1960, et toutes les autres résolutions et décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives aux activités militaires dans les territoires non autonomes, réaffirme sa profonde conviction que l'existence de bases et d'installations militaires dans les territoires intéressés pourrait constituer un obstacle à l'exercice par les peuples de ces territoires de leur droit à l'autodétermination, réitère qu'elle estime fermement que les bases et installations existantes, qui entravent l'application de la Déclaration, devraient être évacuées, et que l'établissement de nouvelles bases et installations ne devrait pas être toléré.

2. Consciente de l'existence de ces bases et installations dans certains de ces territoires, l'Assemblée générale prie instamment les puissances administrantes concernées de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter d'impliquer les territoires en question dans des actes d'hostilité

ou d'ingérence dirigés contre d'autres États et pour se conformer scrupuleusement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.

3. L'Assemblée générale réitère sa condamnation de toutes les activités militaires menées par les puissances coloniales et de toutes les dispositions de caractère militaire prises par elles dans les territoires placés sous leur administration, qui pourraient porter atteinte aux droits et aux intérêts des peuples coloniaux intéressés, en particulier à leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Elle demande une fois encore aux puissances coloniales intéressées de mettre fin à ces activités et de supprimer ces bases militaires, conformément aux résolutions pertinentes qu'elle a adoptées.

4. L'Assemblée générale réaffirme que les territoires coloniaux et les zones adjacentes ne doivent pas servir à des expériences nucléaires, au déversement de déchets nucléaires ou au déploiement d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

5. L'Assemblée générale se félicite des changements importants se produisant en Afrique du Sud en vue de faciliter l'ouverture de négociations constitutionnelles de fond. Elle note que, malgré ces changements, l'apartheid reste fermement en place et conséquemment la paix et la sécurité dans la région continuent d'être menacées.

6. L'Assemblée générale note avec une vive préoccupation les révélations faisant état d'un financement occulte de certaines organisations politiques par le régime sud-africain et la collusion du régime avec elles, ainsi que les informations selon lesquelles les forces de sécurité du régime sud-africain auraient participé aux actes de violence.

7. L'Assemblée générale condamne la collaboration persistante dans les domaines militaire, nucléaire et du renseignement entre l'Afrique du Sud et certains pays, qui constitue une violation de l'embargo militaire imposé contre l'Afrique du Sud par le Conseil de sécurité dans sa résolution 418 (1977) en date du 4 novembre 1977, et qui fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. Elle prie instamment le Conseil d'étudier de toute urgence le rapport du Comité créé par sa résolution 421 (1977), du 9 décembre 1977², et d'adopter de nouvelles mesures pour élargir la portée de sa résolution 418 (1977) afin de la rendre plus efficace et plus complète. Elle demande qu'il soit mis fin sans délai à cette collaboration sous toutes ses formes. Elle demande en outre que la résolution 558 (1984) du 13 décembre 1984, par laquelle le Conseil de sécurité enjoint aux États Membres de s'abstenir d'importer des armes en provenance d'Afrique du Sud, soit scrupuleusement respectée.

8. L'Assemblée générale juge que, compte tenu des multiples actes de violence et d'agression qu'il a ignominieusement commis par le passé, le régime d'Afrique du Sud, en se dotant d'une capacité nucléaire, cherche encore à terroriser les États voisins et à les obliger à se soumettre. Elle condamne l'appui continu apporté au régime d'Afrique du Sud dans le domaine militaire et dans d'autres domaines. À cet égard, elle se déclare préoccupée par les graves conséquences que peut avoir pour la paix et la sécurité internationales la collaboration militaire et autre entre le système d'apartheid d'Afrique du Sud et certaines puissances occidentales et divers pays. Elle demande aux États intéressés de mettre fin à toute collaboration de cette nature et, en particulier, de cesser de fournir au système d'apartheid du matériel, des techniques, des matériaux et des moyens de formation qui lui permettent de renforcer sa capacité de fabriquer des armes nucléaires.

9. L'Assemblée générale condamne vigoureusement la persistance de la collaboration de certains pays avec le régime raciste dans les domaines militaire et nucléaire, et exprime sa conviction que cette collaboration représente une violation de l'embargo sur les armes que le Conseil de sécurité a décrété contre l'Afrique du Sud par sa résolution 418 (1977) et sape la solidarité internationale mobilisée contre le régime d'apartheid. Elle demande qu'il soit mis fin sans délai à cette collaboration sous toutes ses formes.

10. L'Assemblée générale tient particulièrement compte à cet égard de la Déclaration sur l'Afrique du Sud, adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine lors de sa vingt-septième session ordinaire, tenue à Abuja (Nigéria) du 3 au 5 juin 1991³, du rapport de la dixième Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, adopté à Accra du 2 au 7 septembre 1991⁴, et du Communiqué adopté par les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth lors de leur réunion, qui s'est tenue à Harare du 16 au 22 octobre 1991⁵.

11. L'Assemblée générale demande instamment à tous les gouvernements, aux institutions spécialisées et aux autres organisations intergouvernementales d'apporter une assistance matérielle accrue aux milliers de réfugiés qui ont été contraints de fuir vers les États voisins du fait de la politique répressive du régime d'apartheid en Afrique du Sud et de contribuer à la réinstallation des rapatriés.

12. L'Assemblée générale déplore que l'on continue d'aliéner, au bénéfice d'installations militaires, des terres dans les territoires coloniaux, notamment dans les petits territoires insulaires du Pacifique et des Caraïbes. Pareille utilisation d'importantes ressources locales risque de compromettre le développement économique des territoires intéressés.

13. L'Assemblée générale prie le Secrétaire général de continuer à mettre en oeuvre tous les moyens dont il dispose pour informer l'opinion publique mondiale des faits liés aux activités militaires et aux dispositions de caractère militaire qui, dans les territoires coloniaux, font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée).

14. L'Assemblée générale prie le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux de poursuivre l'examen de cette question et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-huitième session.

Notes

¹ Le présent chapitre.

² Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-cinquième année, Supplément pour juillet, août et septembre 1980, document S/14179.

³ Voir A/46/390, annexe II, déclaration AHG/Decl.4 (XXVII).

⁴ A/46/726-S/23265, annexe; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-sixième année, Supplément pour octobre, novembre et décembre 1991, document S/23265.

⁵ A/46/708, annexe.

Chapitre VII*

APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX PAR LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, le Comité spécial, en adoptant les propositions présentées par son président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), a décidé, entre autres, d'examiner en séance plénière, en tant que point distinct, la question de l'application de la Déclaration par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies.
2. Le Comité spécial a examiné la question à ses 1401e, 1407e, 1408e et 1411e séances, tenues entre le 1er juin et le 7 août 1992.
3. Lors de l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte de la résolution 46/65 de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1991, relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies. Au paragraphe 25 de cette résolution, l'Assemblée priait le Comité "de poursuivre l'examen de cette question et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-septième session". Le Comité a également tenu compte de toutes les autres résolutions de l'Assemblée concernant la question, en particulier de la résolution 46/70 du 11 décembre 1991, relative à la coopération et à la coordination entre les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies pour ce qui concerne l'assistance qu'ils fournissent aux territoires non autonomes, et la résolution 46/181 du 19 décembre 1991 entérinant le Plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme.
4. Le Comité spécial a également tenu compte des dispositions de la résolution 1992/59 du Conseil économique et social, que le Conseil a adoptée à sa 42e séance le 31 juillet 1992 et au paragraphe 15 de laquelle il appelait l'attention du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur cette même résolution et sur les débats qu'il avait consacrés à la question à sa session de fond de 1992. En outre, le Comité a pris en considération les documents pertinents d'autres organes intergouvernementaux intéressés auxquels il est fait référence au sixième alinéa du préambule de la résolution qu'il a adoptée le 7 août (voir plus loin, par. 14 et 15).
5. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un rapport présenté par le Secrétaire général (A/47/281 et Add.1) conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 21 de sa résolution 46/65, qui contenait des renseignements sur les mesures prises par les organismes des Nations Unies pour appliquer les résolutions susmentionnées de l'ONU.

* Publié précédemment dans le document A/47/23 (Partie IV).

6. Au cours de l'examen de la question, le Comité spécial a pris en considération les conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa 1401e séance, le 1er juin (A/AC.109/L.1776; voir aussi chap. I, par. 30 à 39, du présent rapport).

7. À la 1403e séance, le 22 juillet, le Président a appelé l'attention sur les documents pertinents, notamment sur le rapport relatif aux consultations tenues avec le Président par intérim du Conseil économique et social en application du paragraphe 22 de la résolution 46/65 de l'Assemblée générale (A/AC.109/L.1785 et E/1992/85).

8. À la 1407e séance, le 28 juillet, le Président a rendu compte oralement de sa participation, au nom du Comité spécial, aux travaux du Conseil économique et social consacrés à la question durant la session de fond de 1992 du Conseil (voir A/AC.109/PV.1407).

9. Des déclarations ont été faites dans le cadre du débat général sur la question aux 1407e et 1408e séances, les 28 et 29 juillet, respectivement : à la 1407e séance par les représentants de l'Organisation internationale du Travail et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ibid.); et à la 1408e séance par le représentant de Fidji (voir A/AC.109/PV.1408).

10. À la 1411e séance, le 7 août, le Président a appelé l'attention sur le projet de résolution A/AC.109/L.1790 présenté par lui à l'issue de consultations avec les membres du Comité.

11. À la même séance, ayant entendu les explications de vote des représentants de la Côte d'Ivoire, de la Fédération de Russie et de la Bulgarie (A/AC.109/PV.1411), le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1790 par 18 voix contre 3, avec une abstention. Le représentant de la Tchécoslovaquie a ultérieurement expliqué son vote (ibid.).

12. Toujours à la même séance, le représentant de la Sierre Leone, au nom du Groupe des États africains, a fait une déclaration concernant le projet de résolution (ibid.).

13. Le 13 août, le texte de la résolution (A/AC.109/1134) a été transmis à tous les États et à l'Organisation de l'unité africaine et aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies.

B. Décision du Comité spécial

14. On trouvera dans la section C ci-après, sous la forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale, le texte de la résolution (ibid.) adoptée par le Comité spécial à sa 1411e séance, le 7 août 1992 (voir par. 11).

C. Recommandation du Comité spécial

15. Conformément aux décisions prises à ses 1398e et 1407e séances, les 5 février et 28 juillet 1992 respectivement, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance
aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions
spécialisées et les organismes internationaux associés à
l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies",

Ayant examiné les rapports présentés sur la question par le Secrétaire général¹ et le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux²,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à cette question³,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et la résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960 ainsi que toutes ses autres résolutions relatives à la question, notamment sa résolution 46/181 du 19 décembre 1991 approuvant le Plan d'action pour la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme⁴,

Rappelant également sa résolution S-16/1 du 14 décembre 1989, en annexe à laquelle figure la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes des documents finals des conférences successives des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés et celles des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

Profondément préoccupée de constater que les objectifs de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux n'ont pas été entièrement atteints,

Considérant que la paix et la stabilité en Afrique australe ne pourront être instaurées durablement que lorsque le système sud-africain d'apartheid aura été éliminé et que l'Afrique du Sud aura été transformée en un pays uni, démocratique et non racial, et réaffirmant en conséquence que toutes les mesures nécessaires doivent être adoptées dès maintenant pour mettre fin rapidement au système d'apartheid dans l'intérêt de tous les peuples d'Afrique australe, du continent africain et du monde entier,

Notant que la grande majorité des territoires coloniaux qui restent sont de petits territoires insulaires,

Rappelant sa résolution 43/189 du 20 décembre 1988, concernant des mesures spécifiques en faveur des pays en développement insulaires,

Considérant les conclusions et recommandations de la Réunion d'experts gouvernementaux des pays en développement insulaires et des pays et organismes donateurs tenue à New York du 25 au 29 juin 1990⁵,

Rappelant les résolutions du Comité de développement et de coopération des Caraïbes concernant l'accès des territoires coloniaux aux programmes du système des Nations Unies,

Prenant note de l'assistance fournie jusqu'à présent aux territoires coloniaux par certaines institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, et considérant que cette assistance devrait encore être élargie pour répondre aux besoins pressants d'aide extérieure des peuples concernés,

Soulignant qu'il importe de réunir les ressources nécessaires pour financer des programmes plus vastes d'assistance aux peuples concernés et qu'il faut obtenir l'appui à cet effet de tous les principaux organismes de financement du système des Nations Unies,

Notant avec une vive préoccupation les effets persistants des actes d'agression et de déstabilisation commis par l'Afrique du Sud contre des États africains indépendants voisins,

Réaffirmant qu'il incombe aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue d'assurer sans plus tarder l'application intégrale de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celles qui concernent la fourniture d'une assistance aux peuples des territoires coloniaux,

Exprimant ses remerciements à l'Organisation de l'unité africaine, au Forum du Pacifique Sud et à la Communauté des Caraïbes, ainsi qu'à d'autres organisations régionales, pour la coopération et l'assistance constantes qu'ils apportent à cet égard aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies,

Préoccupée par le fait que les États Membres n'ont pas tous souscrit aux mesures prévues dans le Programme d'action contenu dans la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, et ont donc continué d'avoir des relations ou ont rétabli leurs relations avec l'Afrique du Sud dans un certain nombre de domaines,

Ayant à l'esprit l'importance des activités menées par les organisations non gouvernementales en vue de mettre fin à l'aide que certaines institutions spécialisées fournissent encore à l'Afrique du Sud,

Convaincue que des consultations et des contacts plus étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et entre ces institutions et organismes et les organisations régionales contribueraient à faciliter la formulation de programmes efficaces d'assistance aux peuples concernés,

Consciente de la nécessité impérieuse de suivre en permanence les activités menées par les institutions spécialisées et les autres organismes des

Nations Unies en ce qui concerne l'application des diverses décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la décolonisation,

Ayant à l'esprit l'extrême fragilité des économies des petits territoires insulaires et leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles telles que les ouragans et les cyclones, et rappelant les résolutions de l'Assemblée générale sur la question,

Rappelant sa résolution 46/70 du 11 décembre 1991 sur la coopération et la coordination entre les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies pour ce qui concerne l'assistance qu'ils fournissent aux territoires non autonomes,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question³;

2. Prend acte du rapport du Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux sur ses consultations avec le Président du Conseil économique et social² et fait siennes les observations et suggestions qui en découlent⁶;

3. Recommande que tous les États intensifient leurs efforts au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes des organes de l'Organisation des Nations Unies;

4. Réaffirme que les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies devraient continuer à s'inspirer des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies dans leurs efforts pour contribuer à l'application intégrale et sans plus tarder de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et de toutes les autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

5. Réaffirme également que la reconnaissance par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies de la légitimité des aspirations des peuples coloniaux à exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance a pour corollaire l'octroi par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tout l'appui moral et matériel nécessaire à ces peuples et à leurs mouvements de libération nationale;

6. Exprime ses remerciements aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales à l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et demande instamment à toutes les institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'accélérer l'application intégrale et rapide des dispositions pertinentes de ces résolutions;

7. Prie les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations internationales et régionales,

d'examiner la situation dans chaque territoire, de façon à prendre des mesures appropriées pour y accélérer les progrès dans les secteurs économique et social;

8. Prie toutes les institutions spécialisées et tous les autres organismes des Nations Unies de renforcer leur soutien aux peuples des territoires coloniaux et de formuler à leur intention des programmes d'assistance adéquats, en ayant à l'esprit que cette assistance ne devrait pas seulement répondre aux besoins immédiats des intéressés mais aussi créer des conditions favorables au développement une fois qu'ils auront exercé leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

9. Prie également les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de fournir, dans un cadre interorganisations, l'assistance nécessaire aux petits territoires insulaires de manière à atténuer les conséquences néfastes du jeu combiné de facteurs tenant surtout à leur taille et à leur situation géographique;

10. Prie en outre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tenir dûment compte, dans la formulation de leurs programmes d'assistance, des conclusions et recommandations intitulées "Problèmes et perspectives : schéma de stratégie", qui ont été adoptées à la Réunion d'experts gouvernementaux des pays en développement insulaires et des pays et organismes donateurs, tenue à New York en juin 1990 5/;

11. Prie de nouveau les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de continuer à prêter à la Namibie et à tous les États ayant accédé depuis peu à l'indépendance ou sur le point d'y accéder, tout l'appui humanitaire, matériel et moral nécessaire pour qu'ils puissent consolider leur indépendance politique et parvenir à une véritable indépendance économique;

12. Prie instamment les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies, en coopération avec les organisations régionales et autres, le cas échéant, de soumettre à leurs organes directeurs et délibérants des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier des programmes précis d'assistance aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération nationale;

13. Recommande que les chefs de secrétariat de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international appellent l'attention de leurs organes directeurs sur la présente résolution et envisagent de prévoir des procédures souples lors de l'élaboration de programmes précis pour les peuples des territoires non autonomes;

14. Prie instamment les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour des réunions ordinaires de leurs organes directeurs une question distincte relative aux progrès que ces institutions et organismes ont réalisés dans l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

15. Se félicite que le Programme des Nations Unies pour le développement, poursuivant une démarche dont il a pris l'initiative, continue de s'employer à maintenir des contacts étroits avec les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies et à coordonner les activités menées par les différentes organisations pour apporter une assistance efficace aux peuples des

territoires non autonomes, et demande aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de contribuer d'urgence et généreusement à la fourniture de secours aux territoires non autonomes victimes de catastrophes naturelles, de même qu'aux efforts de relèvement et de reconstruction qui y sont faits;

16. Prie instamment les puissances administrantes intéressées de faciliter la participation des représentants des gouvernements des territoires sous tutelle ou non autonomes aux réunions et conférences des institutions et organismes portant sur des questions qui les concernent, afin que ces territoires puissent bénéficier au maximum des activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies;

17. Prie instamment les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'adhérer au Programme d'action contenu dans la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, en ce qui concerne en particulier l'intensification du soutien à tous les adversaires de l'apartheid, le recours à des mesures concertées et efficaces en vue de faire pression pour assurer l'abolition rapide de l'apartheid et l'opposition au relâchement des mesures déjà prises pour amener, tant que n'existeront pas des preuves manifestes de changements profonds et irréversibles, le Gouvernement sud-africain à éliminer l'apartheid;

18. Souligne qu'il est nécessaire, dans le contexte de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies apportent toute l'aide possible aux États de première ligne et aux États voisins pour leur permettre de redresser leurs économies, qui ont subi les effets néfastes des actes d'agression et de déstabilisation commis par l'Afrique du Sud, de résister à de nouveaux actes de ce genre et de continuer d'appuyer le peuple sud-africain;

19. Invite les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à coopérer avec le Fonds de résistance à l'invasion, au colonialisme et à l'apartheid, créé par la huitième Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Harare du 1er au 6 septembre 1986, l'objectif commun étant de fournir une aide d'urgence aux États de première ligne et aux mouvements de libération nationale qui luttent contre le régime d'apartheid, et avec d'autres mesures prises par le mouvement des pays non alignés de l'Organisation de l'unité africaine;

20. Demande instamment à tous les États, en particulier à ceux qui ont des liens économiques, financiers ou autres avec l'Afrique du Sud, de se conformer pleinement au Programme d'action contenu dans la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, en attendant l'établissement d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale;

21. Recommande à tous les gouvernements d'intensifier leurs efforts, au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, afin d'assurer l'application intégrale et effective de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et, à cet égard, d'accorder la priorité à la question de l'octroi d'une assistance, à titre de mesure d'urgence, aux peuples des territoires non autonomes;

22. Prie le Secrétaire général de continuer à aider les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à élaborer des mesures appropriées pour l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'établir à l'intention des organes compétents, avec l'assistance de ces institutions et organismes, un rapport sur les mesures prises depuis la publication de son précédent rapport, en application des résolutions pertinentes, y compris la présente;

23. Rend hommage au Conseil économique et social pour ses délibérations et sa résolution concernant la présente question et le prie de continuer, selon que de besoin, à envisager, en consultation avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des mesures appropriées tendant à coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

24. Prie les institutions spécialisées de rendre compte périodiquement au Secrétaire général de la suite donnée à la présente résolution;

25. Prie le Secrétaire général de communiquer la présente résolution aux organes directeurs des institutions spécialisées et des organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies, afin que ces organes prennent les mesures nécessaires pour l'appliquer, et prie également le Secrétaire général de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, de l'application de la présente résolution;

26. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, à sa quarante-huitième session.

Notes

¹ A/47/281 et Add.1.

² A/AC.109/L.1785.

³ Le présent chapitre.

⁴ Voir A/46/634/Rev.1.

⁵ A/CONF.147/5-TD/B/AC.46/4, chap. II.

⁶ Voir E/1992/85.

Chapitre VIII*

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES, COMMUNIQUÉS CONFORMÉMENT À L'ALINÉA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, lorsqu'il a adopté les propositions présentées par son Président au sujet de l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), le Comité spécial a décidé d'examiner en séance plénière, en tant que point distinct, la question des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies.

2. Le Comité spécial a examiné la question à ses 1401e, 1403e et 1407e séances, entre le 1er juin et le 28 juillet 1992.

3. Lors de l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte des résolutions de l'Assemblée générale touchant les renseignements relatifs aux territoires non autonomes communiqués conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies et des questions connexes, notamment de la résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, dans laquelle l'Assemblée décidait de dissoudre le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes et de transférer certaines de ses attributions au Comité spécial, et du paragraphe 5 de la résolution 46/63 du 11 décembre 1991, dans lequel l'Assemblée priait le Comité de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui avaient été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII) de l'Assemblée, conformément aux procédures établies, et de lui faire rapport à ce sujet lors de sa quarante-septième session. Le Comité spécial a tenu compte en outre des dispositions pertinentes de la résolution 46/71 de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1991 relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que des résolutions 40/56 du 2 décembre 1985 et 45/33 du 20 novembre 1990 relatives respectivement au vingt-cinquième et au trentième anniversaire de la Déclaration.

4. Pour l'examen de cette question, le Comité spécial disposait d'un rapport du Secrétaire général (A/AC.109/1121) contenant des informations sur les dates auxquelles les renseignements relatifs aux territoires non autonomes considérés et visés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte avaient été communiqués pour les années 1989, 1990, 1991 et 1992.

5. Au cours de l'examen de cette question, le Comité spécial a tenu compte des conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa 1401e séance, le 1er juin (A/AC.109/L.1776; voir aussi chap. I, par. 30 à 39, du présent rapport).

6. À sa 1403e séance, le 22 juillet, le Président a appelé l'attention du Comité spécial sur le projet de résolution A/AC.109/L.1781, qu'il avait présenté sur la question.

7. À la 1407e séance, le 28 juillet, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1781.

* Publié précédemment dans le document A/47/23 (Partie IV).

8. Le 6 août, le texte de la résolution (A/AC.109/1130) a été communiqué aux représentants des puissances administrantes afin qu'ils la portent à l'attention de leur gouvernement.

B. Décision du Comité spécial

9. On trouvera dans la section C ci-après, sous la forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale, le texte de la résolution (ibid.) adoptée par le Comité spécial à sa 1407e séance, le 28 juillet 1992 (voir par. 7).

C. Recommandation du Comité spécial

10. Conformément aux décisions prises à ses 1398e et 1407e séances, les 5 février et 28 juillet 1992, respectivement, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Renseignements relatifs aux territoires non autonomes,
communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de
la Charte des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui traite des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies¹, ainsi que les mesures prises par le Comité à propos de ces renseignements,

Ayant également examiné le rapport du Secrétaire général sur cette question²,

Rappelant sa résolution 1970 (XVIII) en date du 16 décembre 1963, dans laquelle elle priait le Comité spécial d'étudier les renseignements communiqués au Secrétaire général en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,

Rappelant également sa résolution 46/63 en date du 11 décembre 1991, dans laquelle elle priait le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui avaient été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII),

Soulignant qu'il importe que les puissances administrantes transmettent en temps voulu des renseignements adéquats, conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, en particulier eu égard à l'établissement, par le Secrétariat, des documents de travail relatifs aux territoires concernés,

1. Approuve le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui traite des renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies¹;

2. Réaffirme que, en l'absence d'une décision de l'Assemblée générale elle-même établissant qu'un territoire non autonome s'administre complètement lui-même selon les termes du Chapitre XI de la Charte, la puissance administrante intéressée devrait continuer de communiquer des renseignements en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte en ce qui concerne ce territoire;

3. Prie les puissances administrantes intéressées de communiquer ou de continuer de communiquer au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle dans les territoires en question, dans un délai maximum de six mois après l'expiration de l'exercice administratif dans ces territoires;

4. Prie le Secrétaire général de continuer à veiller à ce que des renseignements adéquats soient puisés dans tous les textes parus disponibles lors de l'établissement des documents de travail concernant les territoires intéressés;

5. Prie le Comité spécial de continuer à s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées aux termes de la résolution 1970 (XVIII) de l'Assemblée générale, conformément aux procédures établies, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante-huitième session.

Notes

¹ Le présent chapitre.

² A/47/473.

Chapitre IX*

TIMOR ORIENTAL, GIBRALTAR, NOUVELLE-CALÉDONIE, SAHARA OCCIDENTAL

A. Introduction

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, le Comité spécial a décidé, conformément aux propositions du Président touchant l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), d'examiner en séance plénière, en tant que points distincts, les questions du Timor oriental, de Gibraltar, de la Nouvelle-Calédonie et du Sahara occidental.
2. Le présent chapitre rend compte des travaux du Comité spécial relatifs aux territoires susmentionnés (sect. B) et contient une recommandation faite par le Comité sur la question de la Nouvelle-Calédonie à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session (sect. C).
3. Lors de l'examen de ces questions, le Comité spécial a tenu compte des résolutions 46/67 et 46/69 (11 décembre 1991) et des décisions 46/402 et 46/420 (20 septembre et 4 décembre 1991) de l'Assemblée générale, ainsi que des dispositions d'autres résolutions et décisions pertinentes.
4. En sa qualité de Puissance administrante et conformément à la procédure établie, le Portugal a participé aux travaux du Comité spécial concernant le Timor oriental.

B. Examen et décisions du Comité spécial

1. Timor oriental

5. Le Comité spécial a examiné la question du Timor oriental de sa 1403e à sa 1406e séance, entre le 22 et le 28 juillet 1992.
6. Pour l'examen de cette question, le Comité était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat, contenant des informations sur l'évolution de la situation concernant ce territoire (A/AC.109/1115), ainsi que d'une communication adressée au Président du Comité spécial par le Chargé d'affaires de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/AC.109/1126).
7. À ses 1403e, 1404e et 1406e séances, les 22, 27 et 28 juillet, respectivement, après avoir entendu une déclaration du représentant de l'Indonésie (voir A/AC.109/PV.1403, 1404 et 1406), le Comité spécial a fait droit aux demandes d'audition des pétitionnaires ci-après, dont il a entendu les déclarations au cours des séances :

Pétitionnaires

1404e séance

M. José Ramos-Horta, au nom de M. Xanana Gusmao du Conseil national de la résistance maubère

* Publié précédemment sous la cote A/47/23 (Partie V).

Mme Victoria Forbes-Adam, au nom d'Amnesty International

M. Liem Soei Liong, au nom de Indonesian Human Rights Campaign (TAPOL)

M. Douglas McGregor, au nom du Hobart East Timor Committee

M. Charles A. Scheiner, East Timor Action Network – États-Unis

Mme Sidney Jones, Asia Watch

M. Kan Akatani, Free East Timor Japan Coalition/Conseil catholique japonais pour la justice et la paix

M. Richard Koch, au nom de Komitee Indonesia/Pays-Bas, Groupe de travail pour le Timor oriental

Mme Vanessa Ramos, au nom de l'American Association of Jurists

M. Russell Rollason, Australian Council for Overseas Aid

1405e séance

M. Roger S. Clark, Groupe international de juristes pour le Timor oriental

M. Alex Robinson, au nom de The British Coalition for East Timor/East Timor Ireland Solidarity Campaign

Mme Eleanor Hoffman, Westchester People's Action Coalition

Mme Li-lien Gibbons, East Timor Alert Network

Mme Amy Goodman, journaliste

M. Allan Nairn, journaliste

M. João Rui Gaspar de Almeida, parlementaire (Portugal), Parti socialiste

M. Guido Orlando de Freitas Rodrigues, parlementaire (Portugal), Parti social démocrate

M. Miguel Urbano Tavares Rodrigues, parlementaire (Portugal), Parti communiste

M. Thomas Mehady, au nom de Pax Christi International

M. Vicente da Silva Guterres, União Democrática Timorense (UDT)

1406e séance

M. José Luis Guterres, Frente Revolucionaria de Timor-Leste Independente (FRETILIN)

M. Ken Simons, au nom de War Resisters' International

Le représentant du Portugal a fait une déclaration à la 1403e séance (voir A/AC.104/PV.1403).

8. À la 1404e séance, le 27 juillet, le représentant de l'Indonésie a fait une déclaration, et le représentant de la Tunisie est intervenu sur une motion d'ordre (voir A/AC.109/PV.1404).

9. À la 1406e séance, le 28 juillet, le Président a informé le Comité spécial que la délégation de Vanuatu avait manifesté le désir de participer à l'examen de la question. Le Comité a décidé de faire droit à cette demande.

10. À la même séance, le représentant du Portugal, en sa qualité de Puissance administrante, et le représentant de l'Indonésie ont fait des déclarations (voir A/AC.109/PV.1406).

Décision du Comité spécial

11. À sa 1406e séance, le 28 juillet 1992, sur proposition du Président, le Comité spécial a décidé, sans opposition, de poursuivre l'examen de la situation à sa session suivante, sous réserve de toutes directives que l'Assemblée générale pourrait lui donner à cet égard à sa quarante-septième session.

2. Gibraltar

12. Le Comité spécial a examiné la question de Gibraltar à sa 1406e séance, le 28 juillet 1992.

13. Pour l'examen de cette question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat, contenant des informations sur l'évolution de la situation concernant le territoire (A/AC.109/1116).

14. À la 1406e séance, le Président a informé le Comité spécial que la délégation espagnole avait exprimé le désir de participer à l'examen de la question. Le Comité a décidé d'accéder à cette demande.

15. À la même séance, M. Joe Bossano, Ministre principal de Gibraltar, a fait, avec l'assentiment du Comité, une déclaration. Le représentant de l'Espagne a fait une déclaration (voir A/AC.109/PV.1406).

Décision du Comité spécial

16. À sa 1406e séance, le 28 juillet 1992, le Comité spécial a décidé de poursuivre l'examen de la question à sa session suivante, sous réserve de toutes directives que l'Assemblée générale pourrait lui donner à cet égard à sa quarante-septième session et, afin de faciliter l'examen de la question par la Quatrième Commission, de communiquer la documentation pertinente à l'Assemblée.

3. Nouvelle-Calédonie

17. Le Comité spécial a examiné la question de la Nouvelle-Calédonie à sa 1403e séance et de sa 1406e à sa 1409e séance, entre le 22 et le 30 juillet 1992.

18. Pour l'examen de la question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat contenant des informations sur l'évolution de la situation concernant le territoire (A/AC.109/1120).

19. À ses 1403e et 1406e séances, tenues les 22 et 28 juillet, respectivement, le Comité spécial a fait droit aux demandes d'audition présentées par Mme

Deborah Robinson; M. Yann Céléné Uregei, du Congrès populaire kanak; M. Roch Wamytan, du Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS); et M. Paul Robel, de la Commission d'enquête indépendante sur la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie. À la 1406e séance, le 28 juillet, MM. Robel et Uregei ont fait des déclarations; à la 1407e séance, tenue le même jour, Mme Robinson a fait une déclaration; et à la 1408e séance, le 29 juillet, M. Wamytan a aussi fait une déclaration (voir A/AC.109/PV.1406 à 1408).

20. À la 1406e séance, le Président a informé le Comité spécial que la délégation des Îles Salomon avait exprimé le désir de participer aux délibérations du Comité sur la question. Le Comité a décidé d'accéder à cette demande.

21. À la 1408e séance, le 29 juillet, le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution présenté par les Fidji et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (A/AC.109/L.1787).

22. À la même séance, le représentant des Îles Salomon a fait une déclaration, au nom également de l'Australie, des Fidji, de la Nouvelle-Zélande, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa et de Vanuatu (voir A/AC.109/PV.1408).

23. À la 1409e séance, le 30 juillet, le représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a fait une déclaration au cours de laquelle il a présenté, au nom également des Fidji, le projet de résolution A/AC.109/L.1787 (voir A/AC.109/PV.1409).

24. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1787 sans le mettre aux voix.

25. Le 6 août, le texte de la résolution (A/AC.109/1133) a été communiqué au Représentant permanent de la France pour qu'il le transmette à son gouvernement.

Décision du Comité spécial

26. Le texte de la résolution adoptée par le Comité spécial à sa 1409e séance (voir par. 24) est reproduit à la section C ci-après, sous la forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale.

4. Sahara occidental

27. Le Comité spécial a examiné la question du Sahara occidental à ses 1403e, 1407e et 1408e séances entre le 22 et le 29 juillet 1992.

28. Pour l'examen de cette question, le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat, contenant des informations sur l'évolution de la situation dans le territoire (A/AC.109/1125).

29. À sa 1403e séance, le 22 juillet, le Comité spécial a fait droit à la demande d'audition de M. Madjid Abdullah du Front populaire pour la libération de Saguia el-Hamra et du Rio de Oro (Frente Polisario). M. Mouloud Said a fait au nom du Frente Polisario une déclaration à la 1407e séance, le 28 juillet (voir A/AC.109/PV.1407).

Décision du Comité spécial

30. À sa 1408e séance, le 29 juillet 1992, sur proposition du Président, le Comité spécial a décidé sans opposition, sous réserve de toutes directives que l'Assemblée générale pourrait lui donner à cet égard à sa quarante-septième session, de communiquer la documentation pertinente à l'Assemblée, afin de faciliter l'examen de la question par la Quatrième Commission.

C. Recommandation du Comité spécial

Projet de résolution : question de la Nouvelle-Calédonie

31. Conformément aux décisions prises à ses 1398e et 1407e séances, les 5 février et 28 juillet 1992, respectivement, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question de la Nouvelle-Calédonie,

Ayant étudié le chapitre sur la Nouvelle-Calédonie¹ du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Réaffirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, tel qu'il est consacré dans la Charte des Nations Unies,

Rappelant ses résolutions 1514 (XV) et 1541 (XV) des 14 et 15 décembre 1960, respectivement,

Notant l'importance des mesures constructives que les autorités françaises continuent de prendre en Nouvelle-Calédonie, en coopération avec tous les secteurs de la population, pour favoriser le développement politique, économique et social du territoire, notamment les mesures dans les domaines de la protection de l'environnement, et des mesures à prendre pour lutter contre l'abus et le trafic des drogues, afin de créer un environnement propice à son évolution pacifique vers l'autodétermination,

Notant également, dans ce contexte, l'importance d'un développement économique et social équitable, ainsi que de la poursuite du dialogue entre les parties concernées en Nouvelle-Calédonie dans la préparation de l'acte d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie,

1. Approuve le chapitre sur la Nouvelle-Calédonie du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

2. Demande instamment à toutes les parties concernées, dans l'intérêt de tous les habitants de la Nouvelle-Calédonie, de poursuivre leur dialogue dans un esprit d'harmonie;

3. Invite toutes les parties concernées à continuer de promouvoir un environnement propice à l'évolution pacifique du territoire vers un acte d'autodétermination où toutes les options seraient ouvertes et qui garantirait les droits de tous les Néo-Calédoniens;

4. Se félicite des mesures prises récemment et des mesures annoncées pour renforcer et diversifier l'économie néo-calédonienne dans tous les domaines;

5. Se félicite également de l'appel lancé par le Comité chargé de surveiller l'application des Accords de Matignon, à sa réunion tenue à Paris, les 17 et 18 octobre 1991, en vue d'accélérer les progrès dans les domaines du logement, de l'emploi, de la formation, de l'éducation et des soins de santé en Nouvelle-Calédonie;

6. Accueille avec satisfaction la décision de créer un centre culturel mélanésien afin de préserver la culture indigène de la Nouvelle-Calédonie;

7. Prend note des initiatives positives prises récemment afin de protéger l'environnement naturel de la Nouvelle-Calédonie, et notamment de l'opération "Zonéco" dont l'objet est d'établir une carte des ressources marines à l'intérieur de la zone économique de la Nouvelle-Calédonie et de les évaluer;

8. Reconnaît les liens étroits entre la Nouvelle-Calédonie et les peuples du Pacifique Sud, et les mesures constructives prises par les autorités françaises pour faciliter le développement de ces liens, notamment resserrer les relations avec les pays du Forum du Pacifique Sud;

9. Prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session et de lui présenter un rapport à ce sujet lors de sa quarante-huitième session.

Note

1/ Le présent chapitre.

Chapitre X*

SAMOA AMÉRICAINES, ANGUILLA, BERMUDES, ÎLES VIERGES BRITANNIQUES,
ÎLES CAÏMANES, GUAM, MONTSERRAT, TOKÉLAOU, ÎLES TURQUES ET
CAÏQUES, ÎLES VIERGES AMÉRICAINES, TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES
ÎLES DU PACIFIQUE, PITCAIRN, SAINTE-HÉLÈNE

A. Introduction

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, en adoptant les propositions du Président sur l'organisation des travaux (A/AC.109/L.1775), le Comité spécial a décidé de renvoyer, au Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance, pour examen, les questions relatives aux 13 territoires ci-après : Anguilla, Bermudes, Guam, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène, Samoa américaines, Territoire sous tutelle des îles du Pacifique et Tokélaou.
2. Au cours de l'examen de ces territoires, le Comité spécial a tenu compte des conclusions et recommandations qu'il avait adoptées à sa 1401e séance, tenue le 1er juin (A/AC.109/L.1776; voir aussi chap. I, par. 30 à 39, du présent rapport).
3. Le présent chapitre rend compte des travaux du Comité spécial relatifs aux 13 territoires susmentionnés (sect. B) et des recommandations que le Comité a faites à leur sujet à l'Assemblée générale à sa quarante-septième session (sect. D).
4. Lors de l'examen de ces territoires, le Comité spécial a tenu compte des dispositions pertinentes de la résolution 46/71 de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1991, relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Par le paragraphe 12 de cette résolution, l'Assemblée a prié le Comité "de continuer à rechercher les moyens d'assurer l'application immédiate et intégrale de la Déclaration, de prendre les mesures qu'elle avait approuvées touchant la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme dans tous les territoires qui n'avaient pas encore accédé à l'indépendance et, en particulier ... de continuer à accorder une attention particulière aux petits territoires, notamment en y envoyant régulièrement des missions de visite, et de recommander à l'Assemblée générale les mesures les plus appropriées à prendre pour permettre à leurs populations d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance". Le Comité a également tenu compte des résolutions et décisions pertinentes adoptées par l'Assemblée au sujet des territoires, ainsi que des résolutions de l'Assemblée 40/56 en date du 2 décembre 1985 et 45/33 en date du 20 novembre 1990, relatives, respectivement, au vingt-cinquième et au trentième anniversaire de la Déclaration.
5. La délégation de la Nouvelle-Zélande, en sa qualité de Puissance administrante et conformément à la procédure établie, a continué de participer aux travaux du Comité spécial en ce qui concerne les Tokélaou.
6. Les délégations du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique, Puissances administrantes intéressées, n'ont

* Publié précédemment sous la cote A/47/23 (Partie VI).

pas participé à l'examen relatif aux territoires placés sous leur administration¹.

B. Examen du Comité spécial

7. Le Comité spécial a examiné les 13 territoires à ses 1401e à 1403e, 1407e et 1408e séances, entre le 1er juin et le 29 juillet.

8. Lors de l'examen de ces questions, le Comité spécial était saisi des documents de travail que le Secrétariat avait établis au sujet de ces territoires (A/AC.109/1097 à 1102, 1105 et 1106, 1108, 1109, 1111 et 1112).

9. Le Comité spécial était saisi en outre du rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé de formuler des recommandations sur la manière d'améliorer encore l'efficacité de ses travaux compte tenu des événements récents (A/AC.109/L.1776). Il était également saisi des rapports du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance qui rendaient compte de l'examen, par celui-ci, de la situation de ces territoires (A/AC.109/L.1777 à L.1779 et L.1782).

10. Les rapports du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance étaient fondés sur un examen approfondi, par le Sous-Comité, de la situation politique, économique et sociale de chacun de ces territoires, à la lumière des renseignements fournis par les Puissances administrantes conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, des déclarations faites par les représentants d'une Puissance administrante et des gouvernements territoriaux qui avaient pris part au débat et des renseignements fournis par les pétitionnaires et provenant d'autres sources, y compris les organisations régionales et internationales (voir aussi A/AC.109/L.1779, par. 4).

11. À sa 1401e séance, le 1er juin, le Comité spécial a examiné et adopté le rapport du Groupe de travail à composition non limitée (A/AC.109/L.1776). Ce rapport contenait un passage relatif au Territoire sous tutelle des îles du Pacifique dans lequel, ayant notamment noté que des discussions approfondies étaient en cours entre l'Autorité administrante et le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique (la dernière entité à être soumise au régime international de tutelle) en vue de régler la question du futur statut politique de ce territoire, le Groupe de travail, soucieux de créer un climat propice au succès des discussions, recommandait que le Comité reporte à 1993 l'examen du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Il proposait en outre que le Comité spécial prenne dûment en considération les demandes d'adhésion, selon la pratique habituelle.

12. À la 1402e séance, le 20 juillet, le Rapporteur du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance a présenté les rapports du Sous-Comité concernant : Pitcairn (A/AC.109/L.1777), Sainte-Hélène (A/AC.109/L.1778), et 10 autres territoires (A/AC.109/L.1779), contenant un compte rendu de l'examen par le Sous-Comité de la situation des territoires (voir A/AC.109/PV.1402).

13. À la même séance, le Rapporteur a aussi présenté le rapport du Sous-Comité relatif à l'examen des pétitions (A/AC.109/L.1782), et le Comité en a pris acte.

14. À la même séance également, le Comité spécial a donné suite aux demandes d'audition de Mme Judith L. Bourne (Save Long Bay Coalition, Inc.) relative aux

îles Vierges américaines et de M. Ronald E. Teehan (Organization of People for Indigenous Rights), relative à Guam. Des déclarations ont été faites par Mme Bourne à la 1403e séance, le 22 juillet et par M. Ron Rivera (au nom de l'Organization of People for Indigenous Rights) à la 1407e séance, le 28 juillet (voir A/AC.109/PV.1403 et 1407).

15. Comme suite à une décision prise à la 1403e séance, le 22 juillet, le représentant du Gouverneur des îles Vierges américaines a participé aux travaux du Comité spécial lors de l'examen de la question des îles Vierges américaines et a fait une déclaration à cette séance (voir A/AC.109/PV.1403).

16. À la même séance, des déclarations ont été faites en ce qui concerne la question des îles Vierges américaines par les représentants de Trinité-et-Tobago, du Mali et de la Nouvelle-Zélande, et par le Secrétaire du Comité (ibid.).

17. À la 1407e séance, le 28 juillet, avec l'assentiment du Comité, Mme Lourdes Pangelinan, représentante du Gouverneur de Guam, a fait une déclaration (A/AC.109/PV.1407).

18. À la même séance, le Comité spécial a adopté le rapport du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance relatif à Pitcairn (A/AC.109/L.1777) et approuvé le projet de décision qui y figurait (voir par. 24).

19. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de décision sur Sainte-Hélène figurant dans le rapport du Sous-Comité (A/AC.109/L.1778) par 14 voix contre zéro, avec 2 abstentions (voir par. 24). Le Comité a ensuite adopté le rapport du Sous-Comité. À la 1408e séance, le 29 juillet, le représentant de la Côte d'Ivoire a fait une déclaration (voir A/AC.109/PV.1408).

20. À la 1407e séance, le 28 juillet, le Comité spécial a adopté le rapport du Sous-Comité sur les questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou (A/AC.109/L.1779), et a approuvé le projet de résolution d'ensemble qu'il contenait (voir par. 24).

21. Le 6 août 1992, les textes des décisions relatives à Pitcairn (A/AC.109/1127) et Sainte-Hélène (A/AC.109/1128) ont été transmis au Représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il les porte à l'attention de son gouvernement.

22. Le 7 août 1992, copie de la résolution d'ensemble (A/AC.109/1129) a été transmise aux Représentants permanents de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis, les Puissances administrantes intéressées, pour qu'ils les soumettent à l'attention de leur gouvernement.

C. Décision du Comité spécial

23. Le Comité spécial, en adoptant le rapport du Groupe de travail à composition non limitée à sa 1401e séance, le 1er juin 1992, a décidé de renvoyer l'examen de la question du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique à sa session de 1993 (voir par. 11).

24. Le texte de la résolution (A/AC.109/1129) et celui des décisions (A/AC.109/1127 et 1128) adoptées par le Comité spécial à sa 1407e séance, le 28 juillet 1992 (voir par. 18 à 20) est reproduit dans la section D, sous la forme de recommandations du Comité spécial à l'Assemblée générale.

D. Recommandations du Comité spécial

25. Conformément aux décisions qu'il a prises à ses 1398e et 1407e séances, les 5 février et 28 juillet 1992, respectivement, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

PROJET DE RÉOLUTION

Questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou

A

LA SITUATION GÉNÉRALE

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les questions d'Anguilla, des Bermudes, de Guam, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges américaines, des îles Vierges britanniques, de Montserrat, des Samoa américaines et des Tokélaou,

Ayant examiné le rapport du Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance²,

Rappelant sa résolution 1514 (XV), en date du 14 décembre 1960, qui contient la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et toutes les résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies qui ont trait à ces territoires, en particulier les résolutions qu'elle a adoptées à sa quarante-cinquième session au sujet des différents territoires visés par la présente résolution,

Rappelant également sa résolution 1541 (XV), en date du 15 décembre 1960, contenant les principes qui doivent guider les États Membres pour déterminer si l'obligation de communiquer des renseignements, prévue à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, leur est applicable ou non,

Consciente de la nécessité d'assurer l'application intégrale et rapide de la Déclaration à ces territoires, l'Organisation des Nations Unies ayant fixé l'objectif de l'élimination du colonialisme d'ici à l'an 2000,

Consciente de la situation géographique et des conditions économiques particulières de chacun de ces territoires et tenant compte de la nécessité d'accroître leur stabilité économique et de diversifier et de renforcer davantage leur économie, à titre prioritaire,

Consciente de la vulnérabilité particulière des petits territoires aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement,

Sachant que l'envoi de missions de visite des Nations Unies constitue un moyen d'évaluer la situation dans les petits territoires et estimant qu'il convient de maintenir à l'étude la possibilité d'envoyer, en temps opportun et en consultation avec les Puissances administrantes, d'autres missions de visite dans ces territoires,

Notant avec satisfaction la contribution apportée au développement de certains de ces territoires par les institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que par des organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes,

Ayant à l'esprit la fragilité de l'économie des petits territoires et leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles et à la dégradation de l'environnement et rappelant ses résolutions ainsi que les recommandations de la Réunion d'experts gouvernementaux des pays en développement insulaires et des pays et organismes donateurs, tenue à New York du 25 au 29 juin 1990³,

Rappelant les conclusions et recommandations des séminaires régionaux des Nations Unies organisés en 1990 pour marquer le trentième anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que des positions prises par les gouvernements des territoires et exposées dans les rapports des séminaires⁴,

1. Approuve le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait à Anguilla, aux Bermudes, à Guam, aux îles Caïmanes, aux îles Turques et Caïques, aux îles Vierges américaines, aux îles Vierges britanniques, à Montserrat, aux Samoa américaines et aux Tokélaou²;

2. Réaffirme le droit inaliénable des populations de ces territoires à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à sa résolution 1514 (XV), contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;

3. Réaffirme également que c'est en fin de compte aux populations de ces territoires elles-mêmes qu'il appartient de déterminer librement leur statut politique futur, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et demande à cet égard aux Puissances administrantes, en coopération avec les gouvernements de ces territoires, de faciliter la réalisation de programmes d'éducation politique dans ces territoires afin de faire prendre conscience à leurs populations des options qui leur sont offertes pour exercer leur droit à l'autodétermination, compte tenu des différents statuts politiques légitimes clairement définis dans la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale;

4. Réaffirme qu'il incombe aux Puissances administrantes de créer dans ces territoires les conditions propres à permettre à leurs populations d'exercer librement et sans ingérence leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance;

5. Réaffirme que des facteurs tels que la superficie du territoire, la situation géographique, l'importance de la population et le caractère limité des

ressources naturelles ne devraient en aucun cas empêcher les populations de ces territoires d'exercer rapidement leur droit inaliénable à l'autodétermination;

6. Réaffirme que, aux termes de la Charte, il incombe aux Puissances administrantes de promouvoir le développement économique et social et de préserver l'identité culturelle de ces territoires, et recommande que la priorité continue d'être donnée, en consultation avec les gouvernements des territoires intéressés, au renforcement et à la diversification de leur économie;

7. Prie instamment les Puissances administrantes de prendre ou de continuer de prendre, en coopération avec les gouvernements des territoires concernés, des mesures efficaces pour sauvegarder et garantir le droit inaliénable des populations de ces territoires d'en posséder, mettre en valeur ou céder les ressources naturelles, y compris les ressources marines, et d'établir et de conserver leur autorité sur leur exploitation future;

8. Prie de même instamment les Puissances administrantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement des territoires placés sous leur administration et pour le préserver de toute dégradation, et demande aux institutions spécialisées compétentes de continuer à surveiller l'état de l'environnement dans ces territoires;

9. Demande aux Puissances administrantes de continuer de prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec les gouvernements de ces territoires, pour faire face aux problèmes liés au trafic des drogues;

10. Exhorte les Puissances administrantes à encourager ou à continuer d'encourager le maintien de relations étroites entre les territoires et d'autres communautés insulaires dans leurs régions respectives, et à encourager la coopération entre les gouvernements des territoires et les organismes régionaux ainsi que les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies;

11. Exhorte également les Puissances administrantes à coopérer ou à continuer de coopérer avec le Comité spécial dans l'exercice de son mandat en lui fournissant, en temps voulu et conformément aux dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, des renseignements à jour pour chaque territoire placé sous leur administration, et en facilitant l'envoi dans ces territoires de missions de visite chargées d'obtenir des renseignements de première main et de s'enquérir des vœux et des aspirations de leurs habitants;

12. Demande instamment aux Puissances administrantes de continuer ou de recommencer à participer aux séances et activités futures du Comité spécial, et d'assurer la participation de représentants des territoires non autonomes aux travaux du Comité spécial;

13. Exhorte les États Membres à participer aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour réaliser l'élimination du colonialisme d'ici à l'an 2000 et les engage à continuer d'appuyer sans réserve l'action entreprise par le Comité spécial;

14. Invite les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à prendre ou à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires pour accélérer le progrès économique et social des territoires;

15. Prie les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tenir dûment compte, en formulant leurs programmes d'assistance, du document intitulé "Problèmes et perspectives : schéma de stratégie", adopté à l'unanimité par la Réunion d'experts gouvernementaux des pays en développement insulaires et des pays et organismes donateurs³;

16. Prie le Comité spécial de continuer à examiner la question des petits territoires et de recommander à l'Assemblée générale les mesures les plus aptes à permettre aux populations de ces territoires d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance, et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa quarante-huitième session.

B

SITUATION DANS LES DIFFÉRENTS TERRITOIRES

I. Samoa américaines

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration de la représentante des États-Unis d'Amérique, Puissance administrante⁵,

Notant que le Fono, assemblée législative du territoire, a créé une nouvelle Commission du statut politique et de la révision de la constitution,

Prenant note de la nécessité de diversifier et de développer l'économie du territoire en encourageant les petites entreprises industrielles existantes axées sur les services ainsi que de développer les secteurs de la pêche commerciale et du tourisme,

Prenant note également des ravages causés par le cyclone Val en décembre 1991 et des efforts de relèvement déployés par le gouvernement du territoire de concert avec la Puissance administrante et la communauté internationale,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1981,

1. Se félicite de la création d'une nouvelle Commission du statut politique et de la révision de la constitution par le Fono en septembre 1991;

2. Demande à la Puissance administrante d'accélérer, en coopération avec le gouvernement du territoire, le progrès économique et social du territoire afin de réduire sa lourde dépendance économique et financière à l'égard des États-Unis d'Amérique et de prendre des mesures propres à créer davantage de possibilités d'emplois pour sa population;

3. Prie instamment la Puissance administrante d'appuyer les mesures prises par le gouvernement du territoire pour favoriser la diversification de l'économie et le développement des industries existantes, notamment la pêche commerciale et le tourisme;

4. Demande à la Puissance administrante de continuer à fournir au territoire, par l'intermédiaire de plusieurs de ses organismes, l'aide nécessaire pour la reconstruction de nombreux bâtiments publics et des milliers de logements détruits ou sérieusement endommagés par le cyclone Val;

5. Invite les États Membres, les organisations non gouvernementales, les institutions financières et les organismes des Nations Unies à accorder ou à continuer d'accorder aux Samoa américaines une aide économique d'urgence en vue d'atténuer les effets dévastateurs du cyclone Val et de permettre au gouvernement du territoire de faire face à ses besoins en matière de reconstruction et de relèvement;

6. Note avec regret que onze années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission dans le territoire.

II. Anguilla

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante⁶,

Sachant que la population d'Anguilla souhaite jouir d'une plus grande autonomie,

Prenant acte de la déclaration de la Puissance administrante selon laquelle elle aiderait le peuple d'Anguilla à accéder à l'indépendance si tel était son désir constitutionnellement exprimé,

Notant la réaction des dirigeants politiques à l'abolition de la peine de mort par la Puissance administrante et la déclaration du Ministre principal sur la question,

Notant l'admission du territoire, en qualité d'observateur, à l'Organisation des États des Caraïbes orientales en 1991,

Notant que le taux de chômage dans le territoire est tombé de 27 % en 1984 à 1,1 % en 1989, que les traitements et indemnités du secteur public ont augmenté substantiellement depuis 1984 et que le nombre d'emplois a augmenté de 34 % depuis 1985,

Considérant que l'enseignement à Anguilla n'est pas en mesure d'atténuer l'acuité du problème de la pénurie de personnel national qualifié, notamment dans les domaines de la gestion économique et du tourisme, et qu'une réforme de l'enseignement est de la plus haute importance pour la réalisation des objectifs économiques à long terme du territoire,

Notant en outre que le programme d'investissements publics pour 1991-1995, estimé à 35 millions de dollars, sera en principe financé par des donateurs extérieurs, par le biais de subventions et de prêts à des conditions de faveur,

Tenant compte des principaux objectifs de développement définis par le Conseil exécutif du territoire, à savoir : une meilleure gestion de l'économie grâce à un secteur public plus efficace, le développement stratégique des ressources humaines grâce à la réforme de l'enseignement et de la formation et la formulation de politiques intégrées d'amélioration de l'infrastructure physique et enfin la préservation de l'environnement naturel,

Consciente de l'importance des ressources marines d'Anguilla pour son économie locale,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1984,

1. Prend note de la déclaration du Ministre principal, selon laquelle le Gouvernement d'Anguilla n'a pas l'intention de prendre des mesures en vue de l'indépendance pendant la durée de son mandat actuel;

2. Note avec préoccupation que la Puissance administrante continue de refuser de déléguer aux ministres du gouvernement du territoire davantage des attributions spéciales du Gouverneur tant qu'une date n'a pas été fixée pour l'indépendance;

3. Engage la Puissance administrante à consulter le Gouvernement et les habitants d'Anguilla et à tenir compte de leurs vœux avant de prendre des décisions susceptibles d'influer sur leur mode de vie;

4. Se félicite de l'admission du territoire à l'Organisation des États des Caraïbes orientales en qualité d'observateur et prie la Puissance administrante de faciliter la participation du territoire à d'autres organisations régionales ou internationales;

5. Rend hommage au gouvernement territorial pour la situation de quasi-plein emploi dans le territoire ainsi que pour la hausse des salaires et l'augmentation du nombre de postes dans le secteur public au cours des dernières années;

6. Note avec préoccupation que l'enseignement à Anguilla n'est pas en mesure d'alimenter le marché du travail du territoire en administrateurs qualifiés, notamment dans les domaines de la gestion économique et du tourisme;

7. Invite la Puissance administrante ainsi que les autres États Membres et les organisations internationales à offrir ou de continuer à offrir au Gouvernement anguillais les possibilités de formation dans ce domaine;

8. Invite la communauté internationale des donateurs à contribuer généreusement au programme gouvernemental d'investissements publics pour 1991-1995 et d'accorder au territoire toute l'assistance possible pour lui permettre d'atteindre les principaux objectifs définis par le Conseil exécutif du territoire;

9. Se félicite des mesures prises par le gouvernement territorial pour protéger et conserver des ressources marines du territoire et pour lutter contre les activités illégales des pêcheurs étrangers dans la région;

10. Engage la Puissance administrante à fournir au territoire l'assistance nécessaire pour atténuer les effets du cyclone Hugo et à faciliter la fourniture

d'une assistance supplémentaire et de fond d'organisations internationales et d'institutions spécialisées au territoire;

11. Note que huit ans se sont écoulés depuis qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et engage la Puissance administrante à faciliter l'envoi d'une nouvelle mission de visite à Anguilla.

III. Bermudes

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante⁶,

Notant avec satisfaction le programme de stabilité économique et de gestion responsable adopté par le Gouvernement et les mesures prises pour compenser la baisse des recettes provenant du tourisme,

Notant l'augmentation sensible du chômage dans le territoire,

Notant avec préoccupation l'intensification du trafic illicite des drogues dans le territoire,

Réaffirmant sa ferme conviction que la présence de bases et installations militaires dans le territoire risque, dans certains cas, de constituer un obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

Notant qu'il n'a jamais été envoyé de mission de visite des Nations Unies dans le territoire,

1. Exprime l'opinion que, fondamentalement, c'est au peuple des Bermudes qu'il appartient de décider de son avenir;

2. Prie la Puissance administrante d'aider le gouvernement du territoire à appliquer son programme de stabilité économique et de gestion responsable, en vue d'atténuer les effets de la récession sur l'économie du territoire et de l'augmentation sans précédent du chômage;

3. Demande à la Puissance administrante de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec le gouvernement du territoire, pour lutter contre les problèmes liés au trafic des drogues;

4. Engage également la Puissance administrante à veiller à ce que l'existence de bases et installations militaires ne constitue pas un obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et n'empêche pas la population du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies;

5. Invite en outre la Puissance administrante à faciliter l'envoi d'une mission de visite des Nations Unies dans le territoire.

IV. Îles Vierges britanniques

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante⁶,

Notant que le territoire participe en qualité de membre associé aux travaux de certains organismes régionaux et internationaux,

Notant également que le territoire a demandé à être admis à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Tenant compte du fait que, selon le rapport annuel pour 1990 de la Banque de développement des Caraïbes, la croissance de l'économie du territoire s'est maintenue, et notant les mesures prises par le gouvernement du territoire pour développer les secteurs agricole et industriel,

Notant que le territoire est en passe de parvenir au statut de contribuant net au cinquième cycle de programmation du Programme des Nations Unies pour le développement, ce qui l'astreindrait à financer entièrement ses projets,

Notant également que, selon la Banque de développement des Caraïbes, la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée constitue le seul obstacle de taille à la pleine réalisation du potentiel de développement économique du territoire,

Notant en outre que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance envisage de prolonger au-delà de 1992 son programme quinquennal multi-insulaire, qui a financé des projets relatifs à l'enseignement dans les îles Vierges britanniques,

Consciente des mesures prises actuellement par le gouvernement du territoire pour lutter contre le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent,

1. Se félicite de l'admission des îles Vierges britanniques à la Communauté des Caraïbes en qualité de membre associé;

2. Engage à nouveau la Puissance administrante à faciliter l'admission du territoire à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en qualité de membre associé, ainsi que sa participation aux travaux d'autres organismes régionaux et internationaux;

3. Demande à la Puissance administrante de fournir au territoire l'aide nécessaire pour atténuer les conséquences néfastes du cyclone Hugo et de faciliter l'apport au territoire de secours et fonds supplémentaires par les organismes internationaux et les institutions spécialisées;

4. Se félicite des efforts déployés par le gouvernement du territoire pour améliorer la qualité de la main-d'oeuvre et pour satisfaire les besoins du secteur public en main-d'oeuvre qualifiée grâce à son plan de développement de l'enseignement;

5. Demande au Programme des Nations Unies pour le développement de continuer à fournir une assistance technique aux îles Vierges britanniques, en tenant compte de la vulnérabilité du territoire aux facteurs économiques externes et à la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée dans le territoire;

6. Note avec satisfaction que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance envisage de poursuivre son programme quinquennal multi-insulaire visant à améliorer la qualité de l'enseignement, des services de santé et des services sociaux dans le territoire;

7. Prie instamment les institutions financières régionales et internationales, ainsi que les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'aider le Gouvernement des îles Vierges britanniques à définir ses besoins à moyen et à long terme et d'accroître leur contribution au plein relèvement du territoire;

8. Note avec satisfaction les mesures prises par le gouvernement du territoire pour lutter contre le trafic des drogues et le blanchiment de l'argent, et prie instamment la Puissance administrante de continuer à aider le territoire dans les efforts qu'il fait dans ce sens;

9. Note avec regret que seize années se sont écoulées depuis qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et lance un appel à la Puissance administrante pour qu'elle facilite l'envoi d'une nouvelle mission dans le territoire.

V. îles Caïmanes

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante⁶,

Notant que le réexamen de la Constitution a été mené à bien dans les îles Caïmanes et qu'un calendrier pour l'entrée en vigueur de la Constitution révisée a été établi,

Consciente du fait que des élections générales auront lieu dans le territoire en novembre 1992,

Notant que le gouvernement du territoire prend des mesures pour promouvoir la production agricole en vue de réduire la dépendance du territoire à l'égard des importations de produits alimentaires,

Préoccupée par le fait que les propriétaires et promoteurs de biens immobiliers et fonciers continuent d'être surtout des investisseurs étrangers,

Notant qu'une proportion accrue de la main-d'oeuvre du territoire est composée d'étrangers et qu'il importe d'assurer la formation technique et professionnelle des autochtones, tout comme la formation de dirigeants et cadres d'entreprise,

Notant également que le gouvernement du territoire s'emploie à appliquer une politique visant à développer la participation des autochtones à la prise des décisions,

Notant en outre que le gouvernement du territoire s'efforce de freiner l'expansion de la fonction publique et d'en améliorer l'efficacité,

Notant avec préoccupation la vulnérabilité du territoire au trafic des drogues et aux activités connexes,

Notant avec satisfaction que le gouvernement du territoire, les gouvernements d'autres pays de la région et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante, s'efforcent de prévenir et de réprimer les activités illicites telles que le blanchiment de l'argent, les transferts illicites de fonds, l'utilisation de fausses factures et les activités frauduleuses connexes, ainsi que l'usage et le trafic de drogues illicites,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1977,

1. Prie la Puissance administrante de hâter l'entrée en vigueur de la Constitution révisée en étroite collaboration avec le gouvernement du territoire et conformément aux vœux et aspirations de la population caïmanaise afin de permettre à celle-ci d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination;

2. Note avec satisfaction que des élections générales doivent avoir lieu dans le territoire en novembre 1992 et prie la Puissance administrante, agissant en étroite coopération avec le gouvernement du territoire, de poursuivre les efforts en vue d'assurer que ces élections générales seront libres et régulières;

3. Engage la Puissance administrante, agissant en consultation avec le gouvernement du territoire, à continuer de promouvoir le développement agricole des îles Caïmanes en vue de réduire la dépendance du territoire à l'égard des importations de produits alimentaires;

4. Demande instamment à la Puissance administrante, agissant en consultation avec le gouvernement du territoire, de continuer à faciliter l'expansion du programme en cours qui vise à offrir des emplois aux autochtones, en particulier aux postes de commande;

5. Prie la Puissance administrante, agissant en consultation avec le gouvernement du territoire, de fournir l'assistance nécessaire pour améliorer l'efficacité de la fonction publique;

6. Engage la Puissance administrante à continuer de prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération avec le gouvernement du territoire, pour lutter contre les problèmes liés au blanchiment de l'argent, aux transferts illicites de fonds et aux activités frauduleuses connexes et contre le trafic des drogues;

7. Note avec regret que quinze années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et exhorte la Puissance administrante à faciliter l'envoi d'une nouvelle mission.

VI. Guam

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration de la représentante des États-Unis d'Amérique, Puissance administrante⁵,

Rappelant que la deuxième série de négociations entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de Guam visant à transférer les terres et installations de la base aéronavale d'Agana s'est ouverte en juillet 1991,

Consciente du fait que de vastes superficies continuent d'être réservées à l'usage du Département de la défense de la Puissance administrante,

Sachant que la Puissance administrante a entrepris un programme de transfert des terres fédérales excédentaires au Gouvernement de Guam,

Sachant également que la pêche commerciale et l'agriculture offrent la possibilité de diversifier et de développer l'économie de Guam,

Ayant à l'esprit les discussions récemment achevées entre la Commission pour l'autodétermination et les représentants du pouvoir exécutif de la Puissance administrante, à la suite desquelles le projet de loi de Commonwealth sera examiné par le pouvoir législatif de la Puissance administrante,

Rappelant que lors des référendums tenus à Guam en 1987, le peuple guamien avait approuvé un projet de loi de Commonwealth qui devait être rapidement promulgué par le Congrès des États-Unis d'Amérique et qui réaffirmerait le droit du peuple guamien d'établir sa propre constitution et de se gouverner lui-même,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies a été envoyée dans le territoire en 1979,

1. Engage la Puissance administrante à veiller à ce que la présence de bases et installations militaires dans le territoire ne constitue pas un obstacle à l'application de la la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et n'empêche pas la population du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies;

2. Engage également la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, à achever rapidement le transfert des terres aux habitants du territoire et à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder leurs droits de propriété;

3. Note que les discussions entamées en 1990 entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et la Commission pour l'autodétermination ont abouti à des accords assortis de réserves sur les dispositions de la loi de Commonwealth, et à la constatation d'un désaccord sur plusieurs aspects essentiels du projet de loi qui seront communiqués au Congrès des États-Unis pour examen;

4. Prie instamment la Puissance administrante d'appuyer les mesures prises par le gouvernement du territoire pour encourager le développement de la pêche commerciale et de l'agriculture;

5. Réitère la demande qu'elle a adressée à la Puissance administrante pour que l'identité culturelle et ethnique du peuple chamorro (c'est-à-dire la population autochtone de Guam) soit reconnue et respectée;

6. Note que treize années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire.

VII. Montserrat

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante⁶,

Rappelant les ravages causés en septembre 1989 par le cyclone Hugo et les efforts de relèvement entrepris par le gouvernement du territoire en conjonction avec la Puissance administrante et la communauté internationale,

Tenant compte de l'appartenance de Montserrat à des organismes régionaux et internationaux et de sa demande, encore en suspens, de réadmission à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en qualité de membre associé,

Prenant note des élections générales tenues à Montserrat le 8 octobre 1991 et de l'élection d'un nouveau ministre principal,

Notant que le gouvernement du territoire a pour politique, tout en considérant que l'indépendance est inévitable, de continuer à préparer graduellement le peuple de Montserrat à l'indépendance,

Notant également que, selon la Banque centrale des Caraïbes orientales, l'économie du territoire a continué de se redresser,

Notant en outre que, selon la déclaration que le Ministre principal a faite à la quinzième Conférence annuelle de Miami sur les Caraïbes, tenue à Miami du 2 au 6 décembre 1991, les services financiers off shore ne nécessitent guère ou pas de ressources naturelles et peuvent apporter une contribution substantielle aux petits pays insulaires,

Notant la politique du gouvernement du territoire visant à remplacer les étrangers par des autochtones ayant la formation et les qualifications voulues,

Notant également que l'aménagement du territoire visant à rendre l'île plus attrayante sur le plan touristique risque d'avoir des effets néfastes sur l'environnement, en l'absence d'une gestion efficace des ressources naturelles,

Rappelant que la dernière mission de visite des Nations Unies en date s'est rendue dans le territoire en 1982,

1. Demande instamment à la Puissance administrante de continuer à intensifier et élargir son programme d'aide afin d'accélérer le développement de l'infrastructure économique et sociale du territoire;

2. Réitère l'appel qu'elle a lancé à la Puissance administrante pour qu'elle prenne d'urgence, en coopération avec le Gouvernement de Montserrat, les mesures nécessaires pour faciliter la réadmission de Montserrat à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en qualité de membre associé;

3. Demande instamment aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et aux institutions financières multilatérales et régionales de continuer à accroître leur assistance au territoire en vue de renforcer, développer et diversifier son économie conformément à ses plans de développement à moyen et à long terme et d'atténuer les ravages causés par le cyclone Hugo;

4. Prie la Puissance administrante de continuer à faciliter l'assistance des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et des institutions financières multilatérales et régionales au Gouvernement de Montserrat;

5. Demande à la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, d'aider le territoire dans les efforts qu'il déploie pour appliquer une stratégie écotouristique lui permettant de développer ses ressources naturelles d'une manière qui soit compatible avec les préoccupations d'ordre écologique;

6. Note avec satisfaction les mesures prises par le gouvernement du territoire, agissant en coopération avec la Puissance administrante, en vue de redresser le secteur des services financiers off shore du territoire;

7. Demande instamment à la Puissance administrante de continuer à prêter assistance au territoire dans le domaine de la prévention du trafic des drogues et du blanchiment de l'argent;

8. Prie instamment la Puissance administrante, agissant en coopération avec le gouvernement du territoire, d'apporter à ce dernier l'assistance dont il a besoin pour former des autochtones à l'exercice des activités indispensables au développement du territoire et les inciter à ne pas s'expatrier une fois qu'ils auront été formés;

9. Note avec regret que dix années se sont écoulées depuis qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission.

VIII. Tokélaou

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration du représentant de la Nouvelle-Zélande, Puissance administrante⁷,

Notant que la passation de pouvoirs à l'autorité locale, le Fono (Conseil) général, se poursuit et considérant que l'évolution des institutions politiques des Tokélaou doit tenir pleinement compte du patrimoine culturel et des traditions des Tokélaouans,

Notant également que les Tokélaou s'efforcent de développer leurs ressources marines et autres et de diversifier les sources de revenus des habitants,

Notant en outre que les Tokélaouans sont préoccupés par les graves conséquences que les changements climatiques pourraient avoir sur l'avenir du territoire,

Apprenant avec satisfaction que les Tokélaou, tout en souhaitant continuer à bénéficier des relations qu'elles entretiennent actuellement avec la Puissance administrante, étudient les moyens de parvenir à une plus grande autonomie politique et administrative,

Notant avec satisfaction l'assistance fournie aux Tokélaou par la Puissance administrante, d'autres États Membres et des organismes internationaux, notamment par le Programme des Nations Unies pour le développement qui établit un troisième programme de pays pour les Tokélaou pour la période 1992-1996,

1. Encourage le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, Puissance administrante, à continuer de respecter entièrement les vœux de la population tokélaouane en gérant le développement politique et économique du territoire de façon à préserver son patrimoine social et culturel et ses traditions;

2. Engage la Puissance administrante, en consultation avec le Fono (Conseil) général, à continuer d'accroître l'aide au développement qu'elle accorde aux Tokélaou pour hâter le développement économique et social du territoire;

3. Note que les Tokélaou poursuivent la mise en oeuvre du plan visant à transférer le Bureau des affaires tokélaouanes d'Apia aux Tokélaou tout en étudiant les moyens d'accroître leur autonomie politique et administrative, et invite la Puissance administrante à continuer de les aider au maximum à cette fin;

4. Invite toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales, toutes les institutions financières, tous les États Membres et tous les organismes des Nations Unies à apporter ou à continuer d'apporter aux Tokélaou une aide économique d'urgence destinée à atténuer les effets des cyclones et à permettre au territoire de satisfaire ses besoins à moyen et long terme en matière de relèvement et de reconstruction et de se préparer à faire face aux changements climatiques.

IX. Îles Turques et Caïques

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Puissance administrante⁶,

Notant que le gouvernement du territoire envisage de réformer la fonction publique afin d'en renforcer l'efficacité,

Prenant note des mesures administratives que le gouvernement du territoire a prises en vue d'appliquer sa politique visant à recruter les agents de la fonction publique parmi les autochtones,

Notant également que le Gouvernement a indiqué qu'il avait besoin d'une assistance de 11,5 millions de dollars par an pour réaliser d'ici à 1996 l'objectif d'indépendance économique qu'il s'est fixé,

Notant en outre les efforts que déploie le Gouvernement en vue de créer une société pour le développement des îles Turques et Caïques,

Notant par ailleurs que le secteur agricole est étrié et limité à une agriculture de subsistance pour le marché local et que 90 % des denrées alimentaires consommées dans le territoire sont importées,

Préoccupée par le déclin continu des pêcheries et de la production marine en termes relatifs pendant l'année écoulée,

Notant que le Ministre principal a participé à la douzième réunion de la Conférence des chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes à Basseterre (Saint-Kitts-et-Nevis) du 2 au 4 juillet 1991,

1. Demande au gouvernement du territoire de promouvoir d'autres possibilités d'emploi pour les agents de la fonction publique qui auront perdu leur emploi à la suite de la réforme de la fonction publique et de la réduction envisagée du nombre des fonctionnaires;

2. Demande également au gouvernement du territoire de faire en sorte que l'emploi d'étrangers ne compromette pas les chances de recrutement des autochtones possédant les compétences voulues;

3. Demande en outre aux institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies d'explorer les moyens d'aider concrètement le Gouvernement des îles Turques et Caïques à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé de parvenir à l'indépendance économique d'ici à 1996;

4. Prie instamment la Puissance administrante d'examiner favorablement, en coopération avec le gouvernement du territoire, les besoins du territoire sur ce plan pour tenter de les satisfaire;

5. Invite les institutions financières internationales et les organisations de donateurs, y compris la Banque européenne d'investissement et la Commonwealth Development Corporation, à apporter au territoire l'assistance nécessaire à la création et au fonctionnement d'une société pour le développement des îles Turques et Caïques;

6. Prie instamment la Puissance administrante et les organisations régionales et internationales compétentes d'aider le gouvernement du territoire à accroître l'efficacité de l'agriculture et du secteur de la pêche;

7. Engage la Puissance administrante et les organisations régionales et internationales compétentes à appuyer les efforts que déploie le gouvernement du territoire en vue de résoudre le problème de la pollution et de la dégradation de l'environnement;

8. Prend note de l'admission des îles Turques et Caïques à la Communauté des Caraïbes en qualité de membre associé et invite les autres organisations régionales et internationales à envisager d'accorder au territoire un statut analogue lorsque le gouvernement du territoire en ferait la demande;

9. Constate avec regret que douze années se sont écoulées depuis qu'une mission des Nations Unies s'est rendue dans le territoire et demande instamment à la Puissance administrante de faciliter l'envoi d'une nouvelle mission.

X. Îles Vierges américaines

L'Assemblée générale,

Se référant à la résolution A ci-dessus,

Ayant entendu la déclaration de la représentante des États-Unis d'Amérique, Puissance administrante⁵,

Ayant entendu la déclaration du représentant du Gouverneur des îles Vierges américaines⁶,

Notant que le Sénat des îles Vierges a adopté une loi qui a été signée par le Gouverneur du territoire, visant à organiser en 1993 un référendum sur le statut politique,

Notant également que l'extension à quatre-vingt-dix jours de l'obligation de résidence dans le territoire comme l'une des conditions à remplir pour l'inscription sur les listes électorales ne répond pas aux préoccupations des représentants du gouvernement du territoire et de la Commission du statut et des relations fédérales, touchant le droit de participer à un référendum sur l'autodétermination,

Notant en outre qu'un projet de loi visant à transférer au territoire la propriété de Water Island à la fin de 1992 a été déposé au Congrès des îles Vierges et que la question demeure à l'étude,

Notant la position des instances judiciaires compétentes des États-Unis d'Amérique concernant la question des droits de la West Indian Company relatifs au remblayage et à l'aménagement des terrains submergés de Long Bay dans le port de Charlotte Amalie,

Notant également que le gouvernement du territoire continue de souhaiter que le territoire soit admis, en qualité de membre associé, à l'Organisation des États des Caraïbes orientales et, en qualité d'observateur, à la Communauté des Caraïbes, et qu'il ne peut pas, pour des raisons financières, participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé,

Notant en outre que le gouvernement et la population du territoire se préoccupent de la vacance prolongée des postes de juge des deux cours de district et qu'ils souhaitent la nomination d'autochtones à ces postes et à d'autres postes élevés du système judiciaire,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies s'est rendue dans le territoire en 1977 et que le gouvernement du territoire a demandé l'envoi d'une nouvelle mission de visite pour observer le référendum,

1. Prie la Puissance administrante de coopérer sans réserve avec la Commission du statut et des relations fédérales et de lui prêter assistance pour la révision des conditions requises en matière de résidence pour avoir le droit de participer à l'exercice véritable du droit à l'autodétermination dans les îles Vierges américaines;

2. Invite la Puissance administrante à faciliter, d'urgence, le transfert de Water Island au territoire à la fin de 1992;

3. Demande de nouveau à la Puissance administrante d'aider d'urgence le Gouvernement des îles Vierges américaines à obtenir les moyens de financement nécessaires pour acheter à la West Indian Company les terrains remblayés et submergés de Long Bay dans le port de Charlotte Amalie afin d'éviter que la faune et la flore marines et côtières ne se détériorent encore davantage du fait des activités de mise en valeur;

4. Engage la Puissance administrante, en consultation avec le gouvernement du territoire, à nommer le plus tôt possible des autochtones qualifiés aux postes vacants de juge de cour de district du territoire;

5. Demande de nouveau à la Puissance administrante de faciliter, selon qu'il conviendra, la participation du territoire aux travaux de l'Organisation des États des Caraïbes orientales et de la Communauté des Caraïbes, ainsi que de divers organismes internationaux et régionaux, y compris le Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique de la Banque mondiale, conformément aux mandats de ces organisations, et de fournir l'assistance financière nécessaire;

6. Engage la Puissance administrante à répondre favorablement à la demande du gouvernement du territoire concernant l'envoi d'une mission de visite et d'observation des Nations Unies dans le territoire.

26. Le Comité spécial recommande en outre à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision ci-après :

PROJET DE DÉCISION I

Question de Pitcairn

L'Assemblée générale, ayant examiné la situation à Pitcairn, réaffirme le droit inaliénable de sa population à l'autodétermination, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dont les dispositions sont pleinement applicables au territoire. L'Assemblée réaffirme également qu'il incombe à la Puissance administrante de promouvoir le développement économique et social du territoire. L'Assemblée prie instamment cette dernière de continuer à respecter le mode de vie très particulier que la population du territoire a choisi et de préserver, favoriser et protéger ce mode de vie. L'Assemblée prie le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question à sa prochaine session et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée lors de sa quarante-huitième session.

PROJET DE DÉCISION II

Question de Sainte-Hélène

1. L'Assemblée générale, ayant examiné la question de Sainte-Hélène, réaffirme le droit inaliénable de la population de Sainte-Hélène à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1960. L'Assemblée prie instamment la Puissance administrante de continuer à prendre, en consultation avec le Conseil législatif et les autres représentants de la population de Sainte-Hélène, toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application rapide de la Déclaration dans ce territoire, et réaffirme à ce sujet qu'il importe de sensibiliser la population de Sainte-Hélène aux possibilités que lui offre l'exercice du droit à l'autodétermination.

2. L'Assemblée réaffirme qu'il incombe à la Puissance administrante de promouvoir le développement économique et social du territoire et il prie cette dernière de continuer, en coopération avec le gouvernement du territoire, de renforcer l'économie, d'encourager les initiatives et entreprises locales, et d'accroître son assistance aux programmes de diversification de manière à améliorer le bien-être général, et notamment à remédier à la situation de l'emploi.

3. L'Assemblée prie instamment la Puissance administrante de prendre, en coopération avec le gouvernement du territoire, des mesures efficaces pour protéger et garantir le droit inaliénable de la population du territoire de Sainte-Hélène de disposer en toute propriété de ses ressources naturelles, y compris les ressources marines, et d'établir et de conserver son autorité sur leur exploitation ultérieure.

4. L'Assemblée réaffirme que le maintien de l'aide au développement accordée par la Puissance administrante constitue, avec l'apport éventuel d'une aide de la communauté internationale, un important moyen d'accroître le potentiel économique du territoire et de faciliter à la population la pleine réalisation des objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies. À cet égard, l'Assemblée accueille avec satisfaction la contribution du Programme des Nations Unies pour le développement et invite les autres organismes du système des Nations Unies à apporter une assistance au développement du territoire.

5. La présence continue d'installations militaires sur le territoire incite l'Assemblée, compte tenu des résolutions et décisions précédentes de l'ONU concernant les bases et installations militaires dans les territoires coloniaux et non autonomes, à demander instamment à la Puissance administrante de prendre des mesures pour éviter d'entraîner le territoire dans la perpétration d'actes offensifs ou d'ingérence contre des États voisins.

6. L'Assemblée continue d'envisager la possibilité d'envoyer en temps opportun une mission de visite des Nations Unies à Sainte-Hélène, et prie le Comité spécial de continuer d'examiner la question de Sainte-Hélène à sa session suivante et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante-huitième session.

Notes

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante et unième session, Supplément No 23 (A/41/23), chap. I, par. 76 et 77, et document A/47/86.

² Le présent chapitre.

³ A/CONF.147/5-TD/B/AC.46/4.

⁴ A/AC.109/1040 et Corr.1 et A/AC.109/1043.

⁵ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Quatrième Commission, 7e séance et rectificatif.

⁶ Ibid., 4e séance, et rectificatif.

⁷ Ibid., 6e séance, et rectificatif.

Chapitre XI*

ÎLES FALKLAND (MALVINAS)

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1398e séance, le 5 février 1992, en approuvant les suggestions du Président relatives à l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1775), le Comité spécial a décidé notamment de traiter la question des îles Falkland (Malvinas) en tant que question distincte et de l'examiner en séance plénière.
2. Le Comité spécial a examiné cette question à ses 1405e et 1408e séances, entre le 27 et le 29 juillet 1992.
3. En examinant cette question, le Comité spécial a tenu compte de la décision 46/406 de l'Assemblée générale, en date du 13 novembre 1991, ainsi que d'autres résolutions et décisions pertinentes.
4. Le Comité spécial était saisi d'un document de travail établi par le Secrétariat (A/AC.109/1122 et Corr.1), qui contenait des renseignements sur l'évaluation de la situation en ce qui concerne le territoire.
5. À la 1405e séance du Comité, le 27 juillet, le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution présenté par le Chili et le Venezuela (A/AC.109/L.1786).
6. À la 1408e séance, le 29 juillet, le Président a informé le Comité que la délégation argentine avait exprimé le désir de participer à l'examen de la question. Le Comité a accédé à cette demande.
7. À la même séance, le représentant du Venezuela a présenté, au nom également du Chili, le projet de résolution A/AC.109/L.1786 mentionné au paragraphe 5 (voir A/AC.109/PV.1408).
8. À la même séance, le représentant de l'Argentine a fait une déclaration (ibid.).
9. Toujours à la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1786 par 20 voix contre zéro, avec 3 abstentions, (voir par. 12).
10. Le 6 août, le texte de la résolution A/AC.109/1132 a été transmis aux Représentants permanents du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils le portent à l'attention de leur gouvernement.
11. La délégation du Royaume-Uni, Puissance administrante, n'a pas participé à l'examen de la question par le Comité.

* Publié précédemment sous la cote A/47/23 (Partie VII).

B. Décision du Comité spécial

12. Le texte de la résolution (ibid.) adoptée par le Comité spécial à sa 1408e séance, le 29 juillet 1992, dont il est fait mention au paragraphe 9, est reproduit ci-après :

Le Comité spécial,

Ayant examiné la question des îles Falkland (Malvinas),

Conscient que le maintien de situations coloniales est incompatible avec l'idéal de paix universelle de l'Organisation des Nations Unies,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 1514 (XV) du 14 décembre 1960, 2065 (XX) du 16 décembre 1965, 3160 (XXVIII) du 14 décembre 1973, 31/49 du 1er décembre 1976, 37/9 du 4 novembre 1982, 38/12 du 16 novembre 1983, 39/6 du 1er novembre 1984, 40/21 du 27 novembre 1985, 41/40 du 25 novembre 1986, 42/19 du 17 novembre 1987 et 43/25 du 17 novembre 1988, ainsi que les résolutions du Comité spécial A/AC.109/756 du 1er septembre 1983, A/AC.109/793 du 20 août 1984, A/AC.109/842 du 9 août 1985, A/AC.109/885 du 14 août 1986, A/AC.109/930 du 14 août 1987, A/AC.109/972 du 11 août 1988, A/AC.109/1008 du 15 août 1989, A/AC.109/1050 du 14 août 1990 et A/AC.109/1087 du 14 août 1991, et les résolutions du Conseil de sécurité 502 (1982) du 3 avril 1982 et 505 (1982) du 26 mai 1982,

Déplorant que, malgré le temps qui s'est écoulé depuis l'adoption de la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale, ce différend prolongé n'ait pas encore été réglé,

Conscient de l'intérêt porté par la communauté internationale à la reprise des négociations entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue de trouver dans les plus brefs délais une solution pacifique, juste et durable au conflit de souveraineté touchant la question des îles Falkland (Malvinas),

Se déclarant préoccupé par le fait que le bon état des relations entre l'Argentine et le Royaume-Uni n'ait pas encore conduit à des négociations sur la question des îles Falkland (Malvinas),

Considérant que cette situation devrait faciliter la reprise des négociations devant permettre de trouver une solution pacifique au conflit de souveraineté,

Réaffirmant les principes de la Charte des Nations Unies relatifs au non-recours à la force ou à la menace de la force dans les relations internationales et au règlement pacifique des différends internationaux,

Soulignant qu'il importe que le Secrétaire général poursuive ses efforts pour s'acquitter pleinement de la mission qui lui a été confiée par l'Assemblée générale dans ses résolutions relatives à la question des îles Falkland (Malvinas),

Réaffirmant que les parties doivent tenir dûment compte des intérêts de la population locale, conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la question des îles Falkland (Malvinas),

1. Réaffirme que le règlement pacifique et négocié du conflit de souveraineté entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est le moyen de mettre fin à la situation coloniale particulière propre aux îles Falkland (Malvinas);

2. Prend acte des vues exprimées par le Ministre des relations extérieures de la République argentine à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale¹;

3. Regrette que, malgré le large appui international en faveur de négociations entre les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, portant sur tous les aspects de la question de l'avenir des îles Falkland (Malvinas), l'application des résolutions de l'Assemblée générale sur cette question n'ait pas encore commencé;

4. Prie les Gouvernements de l'Argentine et du Royaume-Uni de consolider le processus de dialogue et de coopération en cours en reprenant leurs négociations afin de trouver, dans les meilleurs délais, une solution pacifique au conflit de souveraineté touchant la question des îles Falkland (Malvinas), conformément aux dispositions des résolutions 2065 (XX), 3160 (XXVIII), 31/49, 37/9, 38/12, 39/6, 40/21, 41/40, 42/19 et 43/25 de l'Assemblée générale;

5. Réaffirme son appui sans réserve au Secrétaire général pour la mission de bons offices qu'il effectue afin d'aider les parties à répondre à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions relatives à la question des îles Falkland (Malvinas);

6. Décide de maintenir à l'examen la question des îles Falkland (Malvinas), sous réserve des directives que l'Assemblée générale a formulées et pourrait formuler à cet égard.

Note

¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Séances plénières, 5e séance (A/46/PV.5).